M 2414 - 372 - 3F

le prolétaire

mensuel organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

22 avril au 19 mai 1983

19e année 3F

№ 372

Les chemins de la lutte de classe

Avec l'approfondissement de la crise mondiale, qui prend une trajectoire rampante de longue durée, l'offensive des forces bourgeoises contre les masses ouvrières et exploitées s'intensifie dans tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud. Chaque bourgeoisie nationale accentue sa pression sur ses propres masses laborieuses afin de pouvoir mener dans les conditions les moins défavorables pour elle la formidable guerre de tous contre tous qui se livre à l'échelle planétaire.

Partout, en raison de l'unification du marché mondial au-delà des frontières nationales, les masses prolétariennes et opprimées sont confrontées au besoin vital de mener la lutte contre le front des forces réactionnaires dominantes sur le terrain économique et social mais aussi directement politique (comme on peut le voir en Amérique centrale ou au Moyen-Orient).

Aussi le développement de la lutte des classes internationale repose aujourd'hui sur une base en définitive unique dans le cadre des liens d'interdépendance économique et politique liée par le mouvement même d'accumulation du capital *à l'époque de l'impérialisme*. Est-il besoin de rappeler, pour illustrer cette vérité dans ses aspects politiques et interétatiques, que l'ennemi *mortel des masses palestiniennes, le* sionisme (bras armé de l'impérialisme américain), aide activement le Salvador comme le Zaire? Est-il besoin de rappeler également qu'au-delà des rivalités interétatiques et diplomatiques les Etats de la CEE sont économiquement et financièrement *intéressés* au musèlement de la lutte des masses ouvrières de Pologne et donc *solidaires* de la répression qui les frappe. (Une note publiée il y a quelques semaines dans le Matin indiquait que pour le cas où l'Etat polonais cesserait le remboursement de ses dettes la France serait obligée de faire payer à sa population un impôt supplémentaire d'environ 250 francs par personne).

C'est pourquoi les conditions générales et historiques de l'alignement des forces politiques, militaires, économiques et sociales à l'échelle planétaire, à l'époque de l'impérialisme, mettent à l'ordre du jour, plus que jamais, la nécessité d'une lutte émancipatrice internationaliste et de la Révolution prolétarienne mondiale, *condition* indispensable d'une victoire *définitive et irréversible* du communisme.

Cela dit, il convient de préciser qu'en raison même des *particularités* du développement économique et politique de chaque pays, les conditions de l'exploitation que subissent les masses ou-

(suite en page 4)

Nicaragua
A BAS L'AGRESSION YANKEE

Le renversement de Somoza par le peuple du Nicaragua en armes a provoqué il y a quatre ans une satisfaction vive et justifiée chez tous ceux qui ont à coeur les intérêts des masses exploitées, avant tout parce que cela montrait encore une fois que ces bourreaux du peuple ne sont pas invincibles, même quand ils sont soutenus par un impérialisme aussi fort que l'impérialisme américain.

Aujourd'hui où des bandès d'anciens partisans de Somoza opèrent depuis la frontière du Honduras pour le compte et avec tout le soutien de l'impérialisme américain pour restaurer un régime au service direct de Washington et, en tout cas, pour agiter pour des raisons diverses cette menace terroriste, il est indispensable de prendre la position la plus ferme contre ce énième crime de l'impérialisme américain et inviter tous les travailleurs à faire de même dans tous les pays, et ceci le plus concrètement et le plus visiblement possible.

Le fait que le gouvernement sandiniste ne soit pas socialiste ni révolutionnaire ne nous empêche pas de prendre cette position, de la même façon que le fait que la direction du peuple travailleur du Nicaragua ait été tenue par un mouvement politique dont nous avons montré en même temps le caractère national-bourgeois et *surtout le fait que celui-ci ne représen*tait pas l'intérêt des exploités en vue d'une émancipation complète, mais utilisait la haine populaire contre Somoza pour ses objectifs politiques, ne nous a pas empêchés de manifester notre solidarité avec le peuple du Nicaragua.

Il est évident que les conditions historiques et politiques dans lesquelles s'est déroulée la lutte contre Somoza ont empêché que se développe, à partir du renversement du bourreau et de l'échec des Etats-Unis, une lutte pour l'instauration du pouvoir des prolétaires et des travailleurs exploités du Nicaragua. La conquête de l'objectif partiel (mais qui à ce moment-là représentait précisément "tout" aux yeux des masses) n'a pu servir à un développement révolutionnaire, mais a été utilisée par le gouvernement sandiniste, qui aujourd'hui encore tire des incursions américano-somozistes une raison de se renforcer dans la population.

Et ceci est possible précisément parce que l'impérialisme américain est effectivement l'ennemi n°I des masses du Nicaragua, le soutien des régimes les plus oppresseurs de l'Amérique centrale, le capitalisme qui est le plus directement impliqué dans la région. Sa dénonciation ne peut donc être qu'inconditionnelle, et dans les pays occidentaux cette dénonciation constitue le premier devoir

(suite en page 8)

— 1er MAI —
Contre l'austérité de gauche: lutte prolétarienne

Prolétaires, camarades,

Les prétendues réformes annoncées à grand cri par le gouvernement et ses larbins ont été l'occasion d'autant d'attaques contre les travailleurs. *Les nationalisations*, présentées comme "une avancée sociale" ne sont en fait que des restructurations de l'appareil industriel du capitalisme français pour améliorer sa compétitivité, comme le montre, par exemple, le maintien à la tête de ces entreprises de toute la hiérarchie dirigeante; elles ont été accompagnées *d'indemnisations royales* aux actionnaires. *Les 39 heures* (au lieu des 35 heures promises) ont été marquées par une offensive générale des patrons contre les avantages acquis et pour intensifier les cadences de travail. La lutte contre l'inflation a consisté surtout au *blocage des salaires*, c'est-à-dire à une diminution du pouvoir d'achat. *La lutte contre le chômage* s'est soldée par une ponction de 1 % sur les salaires des fonctionnaires, par une économie de 13 milliards sur le dos des chômeurs, par la multiplication des stages-bidon de formation inaugurés par Barre et par la manipulation des chiffres du chômage (qui est toujours supérieur à 2 millions et qui d'après les experts de l'OCDE devrait augmenter de 250 000 en un an à la suite de l'application du nouveau plan de rigueur). *La régularisation des sans-papiers* a été accompagnée d'un chiffre record d'expulsions et d'un renforcement sans précédent du contrôle de l'immigration et de la fermeture des frontières. A tel point que le gouvernement socialiste peut se vanter d'avoir refoulé en une année plus de travailleurs immigrés que les gouvernements précédents! Le tout dans une atmosphère raciste que le gouvernement de gauche utilise activement quand il ne la provoque pas directement.

Cet ensemble de mesures a ravi Raymond Barre qui déclarait que le gouvernement de gauche faisait ce qu'il n'avait jamais réussi à faire!

Sur le plan social comme sur le plan de l'immigration le gouvernement de gauche sert en réalité les intérêts du capitalisme français. Cela se confirme également sur le terrain directement politique: renforcement de la répression policière (emprisonnement de F.Oriach et d'autres militants combatifs), adaptation du projet Sécurité et Liberté aux impératifs du maintien de l'ordre derrière un baratin pseudo-réformiste de surface, flicage accru dans les quartiers ouvriers surtout vis-à-vis des jeunes et des immigrés, resserrement du despotisme hiérarchique dans les casernes, etc.

En politique étrangère les nouveaux dirigeants ont fidèlement suivi les traces des anciens. Mitterrand est allé faire le tour des ex-colonies formellement indépendantes mais en fait mises en coupe réglée par l'impérialisme français: c'est là qu'il tire l'essentiel de ses matières premières et qu'il réussit encore à écouler ses marchandises grâce à une politique de brigandage et de rapine systématique. Finie l'époque où on faisait mine de dénoncer le "mercantilisme" de la politique extérieure de Giscard ! Les ventes d'armes atteignent de nouveaux records et chaque conflit qui éclate dans le monde est source de juteux profits pour les trafiquants français (Argentine, Irak...).

En même temps la gauche au pouvoir pousse à une nouvelle course aux armements en faisant pression pour l'installation de fusées US en Europe, tandis qu'elle augmente le budget de l'armée et se prépare à faire mieux encore (bombes à neutrons, porte-avions nucléaires, missiles nucléaires mobiles sont projetés).

Mais tout cela ne suffit pas. Dans la lutte économique féroce imposée par la crise économique mondiale le capitalisme français bat de l'aile: le déficit du commerce extérieur approche les 100 milliards de francs, les marchandises françaises sont de moins en moins compétitives. La bourgeoise pousse le gouvernement à faire beaucoup plus: il faut s'attaquer aux privilèges... non pas des bourgeois, mais des travailleurs. Il faut faire un effort de solidarité nationale...envers les entreprises. Il faut faire payer... les pauvres!

Le message est passé. Le nouveau plan d'austérité aura pour résultat, dit ouvertement Delors, *d'augmenter le chômage et de diminuer le pouvoir d'achat:* épargne forcée, 10 % d'impôts supplémentaires, hausses de 8 % des services publics qui entraînera inévitablement une hausse générale des prix alors que les salaires ne devront pas augmenter de plus de 8 % *dans l'année*, taxes en tous genres sur l'essence, les alcools, le tabac, etc.

Prolétaires, camarades,

Les partis de gauche veulent faire passer leur politique anti-ouvrière en prétendant qu'il s'agit de "l'héritage de la droite" et que ce n'est qu'un mauvais moment à passer; mais déjà on murmure que l'austérité est installée pour longtemps. En effet ce sont les lois de l'économie capitaliste qui, dans tous les pays, obligent les gouvernements à s'attaquer au niveau de vie des travailleurs, à renforcer la productivité en augmentant leur exploitation. Le plan d'austérité de Mauroy ressemble comme un frère à celui de l'Américain Reagan, de l'Allemand Kohl, de l'Anglaise Tatcher ou de l'Italien Fanfani. Et les soi-disant pays "socialistes" ne sont pas en reste comme le démontre l'exemple de la Pologne. Partout, à l'Est comme à l'Ouest, sous des régimes de droite ou de gauche les bourgeois appellent les travailleurs aux sacrifices au nom de la défense de l'économie nationale dans la guerre économique (qui ne fait que préparer la guerre tout court).

Prolétaires, camarades,

Ce n'est que par *la lutte ouverte et résolue* contre tous les plans bourgeois d'austérité que l'on pourra rompre cette "fatalité" qui fait succèder la rigueur à la rigueur et les sacrifices aux sacrifices, pour le plus grand profit du capitalisme à l'échelle mondiale. C'est en s'opposant aux campagnes racistes des partis de gauche et de droite, en luttant pour l'égalité des droits de tous les travailleurs, français et immigrés, que l'on renforcera l'unité des rangs ouvriers. C'est en travaillant à ne pas laisser de luttes isolées, à tisser des liens entre travailleurs combatifs que l'on pourra déjouer la politique d'étouffement et d'émiettement des luttes des directions syndicales. C'est enfin en luttant contre notre propre impérialisme, en déjouant la propagande chauvine de ses larbins, que l'on jettera les bases de la solidarité et de l'union internationale des travailleurs. Cela suppose la constitution de noyaux prolétariens indépendants de toute influence bourgeoise, petite-bourgeoise et réformiste afin d'organiser une riposte sur tous les fronts de lutte sociaux et politiques qui concernent nos conditions de vie et de travail. Le devoir des communistes révolutionnaires internationalistes est de favoriser l'émergence de ces noyaux prolétariens partout où cela est possible, dans les usines comme dans les quartiers et les casernes.

A BAS LA POLITIQUE RACISTE ET ANTI-OUVRIERE DU GOUVERNEMENT !
LUTTE RESOLUE CONTRE LE PLAN D'AUSTERITE ET LA REPRESSION POLICIERE !
A BAS LA CAMPAGNE ANTI-IMMIGRES !
EGALITE DES DROITS POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !
LUTTE A MORT CONTRE L'OPPRESSION IMPERIALISTE DE NOTRE PROPRE ETAT !
POUR LA CONSTITUTION DE NOYAUX PROLETARIENS INDEPENDANTS!

dans ce numéro :

* Le 3ème tour des élections
* Le visage de l'austérité
* Immigrés et Sécurité sociale
* Sécu: les travailleurs paient pour les bourgeois
* Les safaris de Mitterrand
* PTT : grève à Montparnasse
* Lyon : les Minguettes
* Iran : appel du CSOIRI
* A bas la répression !
* La lutte nationale en Palestine
* Sur la revendication démocratique
* Le retour du "Peuple de l'abîme"
* La crise frappe aussi à l'Est
* Fastes du capitalisme
* K.Marx : Lettre à Weydemeyer

3è tour des élections, ou le plan d'austérité de la gauche

Le deuxième tour des municipales a confirmé ce que nous disions dans le numéro précédent du Prolétaire dans l'article rédigé entre les 2 tours.

Les partis de gauche sont finalement parvenus à limiter la casse en réduisant in-extrémis les importantes pertes du premier tour. Pour cela les partis de gauche ont avec vigueur entonné l'air bien connu du "il faut barrer la route à la droite". Cela leur a permis de présenter le gouvernement de gauche comme le soi-disant seul rempart contre les forces du capital *au moment même* où le gouvernement tenait prêt un second plan de rigueur et d'austérité comme cadeau post-municipal. D'ailleurs, même pour apparaître comme *seule alternative* pour les travailleurs, la gauche ne pouvait préconiser que des élixirs réformistes appliqués à l'élaboration d'une meilleure répartition de l'effort et des sacrifices au nom de la "solidarité nationale", bien sûr. Mais dureté des temps et surtout impératifs capitalistes obligent, cette "répartition" plus juste et "plus équilibrée" des sacrifices n'était en réalité que la volonté de préserver le maintien et la consolidation des privilèges en place derrière un replâtrage réformiste aussi mensonger que superficiel, comme la constitution du gouvernement Mauroy III l'a démontré.

D'ailleurs, entre les 2 tours, quand la gauche prétendait s'opposer aux "arguments" particulièrement hystériques et musclés des partis de droite, ce fut toujours au nom de l'intérêt national. Ainsi, si le PS et le PC ont condamné le racisme, que par ailleurs ils contribuent activement à renforcer au niveau de l'oppression administrative menée par l'Etat et les municipalités contre les travailleurs immigrés et leurs familles, ce fut surtout pour démontrer qu'une expulsion massive aurait pour effet d'engendrer le chaos dans les rouages économiques, les arguments moraux étant avancés, ensuite, pour la forme.

Le "rattrapage" réalisé au 2° tour a créé une situation que la gauche au pouvoir a su utiliser avec beaucoup de cynisme. Le très net recul du premier tour est en effet dû à la combinaison de 2 facteurs. D'une part "désaffection" des couches petites-bourgeoises qui en mai 81 avaient contribué à la chute de Giscard et qui souhaitent une politique plus "cohérente", c'est-à-dire en réalité une politique d'ordre plus muselée, capable de tenir en main les mouvements de résistance des masses laborieuses. D'autre part la large abstention dans les quartiers ouvriers qui exprimait un réel mécontentement face à la désillusion devant la fausseté des promesses formulées par la gauche au moment de l'état de grâce concernant de grandes "avancées sociales" (1). A la suite du premier tour les partis de gauche surent, assez habilement, tirer avantage des "excès" même des affirmations des partis de droite pour colmater les brèches. Une fois les dégâts limités, et comme dans l'immédiat il n'y a pas d'échéance électorale, la situation était mûre pour imposer la pilule amère d'un nouveau plan de rigueur et d'austérité dont les travailleurs seront les premières victimes . En même temps, par un certain effort de mise en scène, on s'efforçait de faire preuve de détermination (voyage de Delors à Bruxelles concernant le franc, mise en place des ordonnances, etc.) afin de garder une influence sur les classes moyennes "déçues par le socialisme" en privilégiant notamment le besoin de défendre le franc et de rétablir le déficit du commerce extérieur et aussi pour ne pas compromettre la position du PS et surtout du PC dans leur travail de larbin réformiste pour chercher à préserver la résignation des masses ouvrières et laborieuses face aux impératifs de l'économie nationale c'est à-dire bourgeoise et pour contrôler les poussées inévitables de mécontentement. C'est pourquoi le PC avant de voter son soutien au gouvernement sur la question des ordonnances a, lui aussi, mis en scène une certaine opposition pour s'efforcer de prendre date et de préparer les conditions d'une éventuelle désolidarisation d'avec le gouvernement pour le jour où l'étouffement des luttes sociales l'exigerait.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement et les partis de gauche sont sur une corde raide. Il leur faut d'une part mener une politique d'austérité qui n'est que l'esquisse préfigurant des offensives plus sérieuses encore. Est-il besoin de rappeler que les mesures d'austérité n'ont pour simple objectif que de faire environ 65 milliards de francs d'économie afin de rétablir le déficit du commerce extérieur en réduisant le pouvoir d'achat et la consommation des travailleurs. Tout le monde sait que ces mesures sont de loin insuffisantes pour préparer un renforcement en profondeur des structures financières et économiques de la France afin de lui permettre de se positionner d'une manière plus efficace dans le cadre d'une concurrence internationale de plus en plus exacerbée.

D'autre part le gouvernement et l'opportunisme politique et syndical doivent, pour obtenir l'adhésion ou au moins la docilité des travailleurs, présenter ces mesures d'austérité comme étant les éléments d'un vaste dessein réformiste engendrant plus de justice et d'égalité malgré les temps difficiles. Il s'agit ni plus ni moins de faire prendre des vessies pour des lanternes. Tâche ô combien difficile (2). C'est pourquoi inlassablement le gouvernement de gauche agit, derrière le baratin réformiste, pour blinder l'Etat et améliorer l'arsenal policier et juridique de répression.

Il appartient à la classe ouvrière et aux masses laborieuses de se mobiliser dans l'action au-delà des différences de race, de nationalité, de sexe, de catégorie, travailleurs et chômeurs, français et immigrés, tous unis, épaule contre épaule, pour combattre la politique économique, sociale et répressive de l'Etat et des patrons afin de défendre, sur des bases indépendantes, leurs conditions de travail et de vie contre toute forme d'exploitation et d'oppression. C'est à ce grandiose travail que nous invitons tous les militants combatifs et d'avant-garde.

14 avril 1984. ●

Notes.

1) Ces illusions avaient d'ailleurs été soigneusement entretenues par le gouvernement Mauroy; ce dernier n'affirmait-il pas, à la veille des municipales, que le gouvernement n'avait caché dans ses tiroirs aucun nouveau plan de rigueur ?

2) D'ailleurs les experts de l'OCDE prévoient que les mesures du gouvernement Mauroy III tendant à réduire le taux de croissance dans le but de diminuer les importations ainsi que la consommation des ménages entraîneront très certainement une augmentation de 250 000 chômeurs environ en une année.

le prolétaire
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Vive la lutte des ouvriers polonais!

N°18 6 F

le prolétaire

W Polsce tak samo

walka klasy robotniczej

5 Fr

Le visage de l'austérité

Objectif déclaré du plan de rigueur: prélever 65 milliards de Francs "sur les mènages" comme disent les économistes distingués. Au-delà des discours de pure propagande politique, ce plan a été bien accueilli par les milieux industriels. Le journal patronal "Les Echos" a titré: "il est vital que ce plan réussisse", Raymond Barre y a trouvé "des mesures qui vont dans le bon sens", le CNPF pense qu'il s'agit de "mesures indispensables", même s'il faut aller plus loin, le "Financial Times", quotidien des milieux financiers britanniques, parle d'un programme "qui mérite le soutien de la part des voisins de la France et des marchés financiers".

Quelles sont donc ces mesures qui satisfont tant les bourgeois?

- Un prélèvement égal à 1% du revenu imposable de 1982; à la suite du débat à l'assemblée, certaines exonérations ont été envisagées, mais il a été confirmé que ce prélèvement "exceptionnel" s'appliquera aussi l'an prochain.
- Un emprunt obligatoire égal à 10% de l'impôt sur le revenu à partir de 5000 F d'impôts.
- Des augmentations des tarifs des services publics de 8% à partir du 1er avril; au 2ème semestre, des augmentations des transports parisiens, du gaz et de l'électricité, etc. Des augmentations des alcools et des tabacs.
- L'instauration d'un "forfait hospitalier" de 20 Francs par jour d'hospitalisation, payable par les assurés remboursés à 100 % qui sont aussi le plus souvent, les moins fortunés.
- Une taxe supplémentaire sur l'essence qui "compensera" la baisse prévue en raison de la diminution des prix du pétrole.
- Une limitation de l'achat de devises pour les vacances à l'étranger à 2000 Francs par an. Cette mesure sur laquelle on a fait grand bruit pour mieux faire passer le reste frappera uniquement ceux qui n'ont pas la chance d'être "homme d'affaires" (autorisé à dépenser en devises 1 000 Francs par jour) ou de pouvoir se faire établir des cartes de crédit d'entreprises. Par contre, l'autorisation préalable est supprimée pour les emprunts à l'étranger inférieurs à 5 milliards de centimes.
- L'instauration de "Fonds salariaux" dans les entreprises, une partie des augmentations de salaires seraient affectés à ces fonds, après accord des syndicats, pour "créer des emplois" (en réalité, comme le reconnaissent ouvertement les commentateurs, pour améliorer la trésorerie des entreprises).

- 15 milliards d'économies sur le budget de l'Etat, sans autre précision que celle-ci: le budget de l'armée ne sera touché en aucun cas!
- L'augmentation des salaires ne devra pas dépasser 8% pour l'année. Or il est sûr que l'inflation dépassera cette année les 8% prévus (et les chiffres gouvernementaux reconnaissent déjà une baisse de 1% du revenu moyen des salariés en 82).

Delors a d'ailleurs ouvertement déclaré devant le Sénat que la conséquence de ce plan serait une baisse du pouvoir d'achat de 1 à 4 % et une augmentation de 100 000 du nombre de chômeurs.

Mais nous avons un Gouvernement de Gauche qui donc se préoccupe des intérêts des travailleurs, aussi a-t-il décidé de combattre l'inflation ... en effectuant des contrôles chez certaines catégories de petits commerçants et de combattre le chômage ... en organisant mieux les services de l'ANPE!

La signification de ce plan est claire: c'est une attaque frontale contre la classe ouvrière. Le PCF a été contraint de jouer la comédie du dépôt d'amendements, d'élever un peu la voix avant de voter l'intégralité des mesures. Ce qui faisait dire à un député du PS, cité par "Le Matin" du 12/4: "heureusement qu'il y encore la CGT pour encadrer le mécontentement".

Mais il n'est pas sûr que la CGT (et la CFDT) pourront longtemps encore encadrer le mécontentement... ●

Les immigrés: UNE BONNE AFFAIRE POUR LA SECU.

En ces temps de rigueur "socialiste", la chasse au déficit de la Sécurité sociale est devenue un sport à la mode pour tous les loyaux serviteurs du capitalisme français qui nous gouvernent. Parmi leurs victimes, il y a bien sûr, en premier lieu, les travailleurs immigrés.

On peut le voir très concrètement avec le cas de ce travailleur tunisien vivant depuis de nombreuses années en France, et donc, payant des cotisations régulières pour la Sécurité sociale. Sa femme étant enceinte, il décide de la faire venir en France pour un rapprochement familial définitif. Une fois en France, il va demander à la Sécurité sociale de lui rembourser les frais occasionnés par la grossesse et de lui fournir le carnet de maternité indispensable pour toucher les différentes prestations auxquelles il a droit. La Sécurité sociale refuse sous le prétexte que sa femme n'a pas de carte de séjour. Or une demande a été faite à la préfecture qui, en attendant, a remis un récipissé provisoire qui ne laisse aucun doute sur le caractère définitif de la demande. Comme il faudra plusieurs mois pour obtenir la carte de séjour, le bébé sera né depuis longtemps quand, enfin, la Sécurité sociale daignera consentir à prendre en charge la famille du travailleur. Celui-ci y aura perdu les allocations pré et post-natales , les remboursements des différents examens et des frais d'hospitalisation au moment de l'accouchement: ce qui représente au minimum une somme de 10 000 francs.

Ainsi, après tant d'années de versements, ce travailleur se voit littéralement spolié par la Sécurité sociale de ses droits les plus élémentaires et il ne lui reste plus que l'angoisse de savoir comment il va pouvoir payer tous ces frais médicaux . Décidément, le rose est une couleur qui va bien à notre bourgeoisie nationale tricolore. ●

Sécurité sociale: les travailleurs payent pour les bourgeois

Le très officiel Centre d'Etudes sur les Revenus et les Coûts (CERC) vient de rendre public un rapport d'analyses sur la Sécurité Sociale: il démontre que LES COTISATIONS OUVRIERES SERVENT A FINANCER LES REGIMES DES AUTRES COUCHES SOCIALES. Le mécanisme de l'escroquerie est simple, les ouvriers sont taxés sur leur salaire brut qui constitue la totalité de leur revenu (les PDG et autres hauts dirigeants disposent d'avantages divers en sus de leur salaire qui ne sont pas taxés). Les fonctionnaires ne sont pas taxés sur leurs primes et indemnités qui contribuent pour 10% en moyenne à leur revenu. Les "travailleurs indépendants non agricoles" (commerçants, artisans, professions libérales, industriels) sont taxés sur leur revenu déclaré; or le CERC estime que ce revenu est sous estimé de 33% en moyenne, (les premiers calculs donnaient même 50% de sous-estimation, mais le chiffre a été "rectifié" avant la publication du rapport).

On peut même trouver le montant du vol: le CERC a calculé que si toutes les catégories sociales payaient en proportion exacte de leur revenu, les fonctionnaires auraient dû payer en 81 20% de plus pour les cotisations maladies et prestations familiales, les agriculteurs 60% de plus pour les cotisations familiales, les bourgeois et petits-bourgeois ("travailleurs indépendants") 100% de plus pour les deux branches de la SS.

Les ouvriers contribuent donc à payer pour la moitié au minimum les prestations sociales versées aux bourgeois et une partie non négligeable de celles versées aux autres couches!

C'est la démonstration éclatante que même les réformes concédées pour garantir la paix sociale sont retournées par le capitalisme contre les travailleurs et que lorsqu'elle abandonne la voie de la lutte indépendante pour s'abandonner à la collaboration de classe, la classe ouvrière est toujours perdante. ●

Les safaris de Mitterrand ou le social-impérialisme à l'œuvre

L'effondrement du commerce extérieur français en 1982 (93 milliards de déficit)a mis en relief l'importance des échanges avec les pays "en voie de développement", c'est-à-dire pour l'essentiel les ex-colonies d'Afrique: c'est le seul secteur où la balance du commerce extérieur soit positive; non que les marchandises "made in France" soient particulièrement adaptées au climat africain ou aux besoins des consommateurs locaux, mais parce qu'il s'agit de véritables *chasses gardées* de l'impérialisme français.

Tous les rouages économiques et administratifs de ces petits Etats, aux frontières artificiellement tracées par le colonisateur et mis ainsi dans l'impossibilité de s'émanciper économiquement de la métropole, sont entre les mains d'une nuée de coopérants français qui favorisent tout naturellement les entreprises françaises.

Le personnel politique local, mis en place au moment de l'indépendance, ne peut guère que jouer le rôle de bourgeoisie "compradore" s'enrichissant grâce aux prébendes diverses versées par les firmes de la métropole. Les critiques vertueux de la corruption des dirigeants africains savent bien que c'est là une conséquence nécessaire du maintien de la domination économique de la France éternelle. La mascarade du sacre de Bokassa garantissait la poursuite du très profitable pillage de la Centrafrique (dont les diamants de Giscard n'étaient qu'un petit reflet).

Ces Etats enfin, n'ont même pas de monnaie indépendante, puisque le franc CFA, émis par la Banque de France, est totalement dépendant du franc français: les dévaluations de ce dernier entraînent automatiquement des dévaluations du franc CFA par rapport aux autres monnaies, avec ce que cela implique comme détérioration de la balance économique de ces pays .

Les socialistes français se sont d'autant mieux pliés à ce système qu'ils en ont été les pères fondateurs: c'est, par exemple, Deferre qui en 56, avec sa loi-cadre, jetait les bases de la balkanisation des colonies africaines dans la perspective d'une indépendance habilement concédée.

Dès son arrivée au pouvoir, Mitterrand renouait avec les bonnes vieilles habitudes de l'époque où il parlait de mater l'insurrection algérienne. En Centrafrique, il remplaçait la marionnette mise en place par Giscard par un militaire à poigne qui s'empressait de confirmer l'interdiction du droit de grève , de manifestation, etc. et dont le pouvoir repose essentiellement sur les paras français. Un peu plus tard, il donnait le feu vert au Sénégal pour annexer la Gambie insurgée; on dit que ce sont les avions militaires français qui transportèrent les troupes sénégalaises. La répression fit des milliers de victimes dans la population gambienne.

Parallèlement, la "force d'intervention rapide" créée par Giscard pour opérer en Afrique fut rebaptisée "force d'assistance" et considérablement renforcée: les militaires s'étaient plaints en effet de sa faible puissance de feu. Des opérations comme Kolwesi auraient pu tourner selon eux à la catastrophe si les paras s'étaient heurtés à une résistance militaire un tant soit peu sérieuse.

En parfaite harmonie, en dépit des discours électoraux, avec le gouvernement précédent, la gauche est consciente de l'importance vitale pour le capitalisme français de ses "néo-colonies". Les belles déclarations tiers-mondistes destinées à séduire les jeunes bourgeoisies du tiers-monde sonnent encore plus creux en Afrique, là où, pourtant, la France aurait les moyens de les concrétiser.

La série de voyages de Mitterrand en Afrique et le "sommet franco-africain" de Kinshasa en octobre, ont eu pour but de relancer la "coopération", c'est-à-dire de renforcer et d'étendre les positions économiques de Paris sur le continent. La France a poursuivi son avancée sur les ex-colonies belges, comme au Burundi, au Rwanda et surtout au Zaïre et a célébré le retour au bercail de la "francophonie" du Congo et du Tchad. Etaient également présents à Kinshasa des ministres ou chefs d'Etat de pays traditionnellement hors de la zone d'influence française.

Cependant, si l'impérialisme français a gros appétit, il a de moins en moins les moyens de sa politique. D'ores et déjà, on sait que le prochain sommet, "par souci d'efficacité", sera limité aux seuls Etats "francophones". Le 7 avril, le ministre de la coopération déclarait: "notre effort doit se porter sur les pays avec lesquels nous avons des liens traditionnels d'amitié (traduire: nos ex-colonies)... Il y a une chose à dire d'entrée à nos partenaires: la France connaît des difficultés (...) dites vous bien que nous ne pourrons pas faire tout, tout de suite".

Le malheureux président K. Kaunda, venu à Paris dans l'espoir de trouver quelques subsides pour retarder la faillite d'une Zambie en perdition après des années de pillage, comme sur un autre continent, le président "socialiste" de la Bolivie, en savent quelque chose; ils durent se contenter de bonnes paroles et de vagues promesses: la France fera ce qu'elle pourra au sein des instances internationales, promis.

Mais il y a quelque chose qui n'est pas près de se dévaluer à Paris, c'est l'intérêt porté au maintien de l'ordre; si on se réfère au dernier voyage présidentiel, on constate: augmentation de l'aide militaire au Rwanda, poursuite de l'effort militaire au Burundi (triplement de l'aide française en 3 ans), relance de la coopération militaire au Congo, nouveaux programmes militaires au Zaïre (la déliquescence de l'Etat Zaïrois est telle que les Forces Armées sont incapables d'entretenir leur matériel: la moitié seulement des blindés légers de maintien de l'ordre livrés par la France est en état de marche; 7 avions sur 17 peuvent encore tenir l'air sans trop de risques).

Les difficultés, d'ailleurs relatives, de l'impérialisme français, ne doivent donc pas faire illusion. Il tient à ses zones d'influence avec d'autant plus d'acharnement qu'elles sont indispensables à sa survie en tant que grande puissance. Il se prépare à les défendre contre les empiétements des impérialismes rivaux, mais surtout contre les révoltes des populations exploitées.

Il revient aux communistes de préparer ces affrontements futurs en diffusant au sein de la classe ouvrière les principes de l'internationalisme, en travaillant à la rupture de l'union nationale dont les partis de gauche et les bureaucraties syndicales sont les agents, en organisant, chaque fois que c'est possible, des mobilisations concrètes contre telle ou telle exaction de l'impérialisme et en solidarité avec les révoltes des masses exploitées, et en œuvrant à édifier le futur Parti Communiste Mondial qui seul pourra unifier les luttes des prolétaires des métropoles et du tiers-monde pour abattre définitivement le capitalisme mondial. ●

CORRESPONDANCE

Lyon : Effervescence aux Minguettes

Chômage, misère, racisme, persécutions policières sont les raisons profondes de la tension qui règne dans les banlieues des grandes villes; quand la crise économique dure et s'approfondit, quoi de plus intéressant pour les bourgeois et leurs larbins que de trouver un bouc émissaire au sein même de la classe ouvrière: le responsable du chômage n'est plus le capitalisme, c'est le travailleur étranger. Le sentiment d'insécurité suscité par l'aggravation des conditions de vie, l'instabilité de l'emploi est habilement détourné vers la revendication d'une répression accrue contre la petite délinquance montée en épingle par les médias parce qu'elle est le fait d'éléments issus des couches les plus exploitées.

On aboutit ainsi au résultat - merveilleux pour la bourgeoisie - du renforcement du contrôle policier sur les classes potentiellement dangereuses pour elle avec l'assentiment d'une partie non négligeable de celles-ci!

Car si l'oppression policière touche d'abord les couches "incontrôlées" parce que peu intégrées (jeunes chômeurs, immigrés), le dispositif policier vise à long terme toute la classe ouvrière, au fur et à mesure que le capitalisme sera conduit à mettre en pièces les fameuses "garanties" et les diverses réformes sociales qui ont permis de s'assurer la paix sociale à l'époque de l'expansion économique.

La situation dans les banlieues lyonnaises est explosive depuis plusieurs années déjà; rien d'étonnant donc si le 21 Mars dernier quelques dizaines de jeunes du quartier des "Minguettes" profitaient d'une opération de police pour accueillir les flics à coups de pierres, comme cela se pratique en maints endroits. La police voulut faire une démonstration de force en envoyant des renforts mais ne réussit qu'à amplifier l'affrontement.

Ces heurts, largement répercutés par la presse locale, ont été l'occasion de voir à l'œuvre toutes les forces de conservation sociale; à tout seigneur tout honneur: Houël, maire PCF de la ville, est resté fidèle à ses convictions anti-jeunes,"on ne peut tolérer que quelques bandits fassent la loi à Vénissieux. Quand la police réussit à en arrêter quelques uns, ils sont remis aussitôt dehors; cela ne doit plus continuer...". Et son premier adjoint mettait les points sur les i dans une déclaration au Progrès: "un tel urbanisme, une telle concentration d'immigrés est un problème que l'on doit à l'avenir éviter". Cette déclaration prend tout son sens si l'on sait que les grandes tours de la ZUP construites il y a quelques années à peine, sont murées pour éviter d'y avoir à loger les familles immigrées dont l'office HLM ne veut plus; les jeunes protestent notamment contre la décision de les raser.

Les instances départementales du PCF enfonçaient le clou, en reprenant les arguments de Le Pen: "la fédération du PCF tient à rappeler que la situation de ghetto de la misère créée dans certains quartiers ou dans certaines ZUP favorise ces incidents (...) aujourd'hui avec 2 millions de chômeurs dans notre pays il faut mettre un terme à l'immigration officielle et clandestine, dans l'intérêt de tous".

Mais plus dangereuses peut-être, car plus pernicieuses, sont certaines forces qui se prétendent solidaires des jeunes immigrés; c'est ainsi que Delorme, prêtre vétéran des grèves de la faim, déclarait au Matin: "on court un vrai danger que les Minguettes servent de repaire pour les truands si la ZUP se transforme en territoire interdit à la police; il y a cependant un contentieux entre les jeunes et la police, surtout avec des policiers peu formés, apeurés et maladroits" (sans commentaire...

Toute la semaine, les démocrates, les curés de gauche, les humanistes et autres pompiers sociaux se sont employés à calmer les jeunes: la manifestation du 26, appelée par la "Coordination des jeunes immigrés de Lyon" était placée sous le signe de l'appel à négocier avec la justice et avec les "fonctionnaires" de la police. Le tract commun CFDT-PSU-LCR, chef d'œuvre d'hypocrisie, se terminait par "nous attendons du gouvernement de gauche une reconnaissance plus claire des droits des immigrés à l'égalité dans la différence". Le 28,11 jeunes se lançaient dans une grève de la faim pour négocier avec le gouvernement.

Mais la réponse "plus claire" du gouvernement a été fournie le jour même par le préfet de police , de retour d'une réunion avec Franceschi ("Monsieur Sécurité"): "j'ai reçu des instructions qui me permettent de rétablir l'ordre dans l'est lyonnais. Il serait grave de laisser des quartiers devenir des sanctuaires soustraits à la loi française".

La justice donnait elle aussi sa réponse. Après avoir libéré l'assassin d'Ahmed Boutelja, jeune immigré abattu en septembre, elle condamnait Antonio Manunta reconnu sur une photo des affrontements pour avoir lancé des pierres, à 5 mois de prison (dont 3 avec sursis).

Ce sont les faits eux-mêmes qui se chargent de détruire les illusions du dialogue patiemment distillées par toute l'armée des animateurs et des travailleurs sociaux que la bourgeoisie a mis en place; c'est l'expérience de l'impasse mortelle à laquelle aboutit l'alliance avec les diverses forces démocratiques et réformistes qui doit conduire à la nécessité de l'organisation indépendante et de la riposte collective à toutes les oppressions et à tous les crimes de la société bourgeoise ●

La Grève au transbord de Montparnasse

Une aggravation subite des conditions de travail, des promesses non tenues, voilà les raisons immédiates de la grève déclenchée le 8 mars au transbordement de Paris-Montparnasse. Les préposés étaient en grève pour obtenir I5 positions de travail et 20 affectations supplémentaires; ils ont obtenu 6 positions de travail et I6 nouvelles affectations.

Cette grève a la particularité (particularité peu singulière cependant à Paris) d'être une grève faite par des préposés jeunes, pour la moitié environ des stagiaires (moins d'un an au PTT), et qui n'ont jamais connu de grève de cette ampleur. Rappelons aussi que cela fait bientôt 3 ans qu'il n'y a pas eu de grèves de plusieurs jours sur les centres de tri de Paris: grève au transbord du PLM en I980.

Son déroulement a été marqué par les aspects significatifs suivants:

- Toutes les décisions étaient prises en assemblée générale de tous les grévistes.
- L'élection d'un comité de grève: certes, il s'est constitué au septième jour de grève et aura eu une existence éphémère. Il tendait à marquer l'intégration d'un plus grand nombre de travailleurs à la"gestion" de la grève et à la tâche de faire appliquer les décisions prises en assemblée générale . Si dans ce cas précis, l'élection du comité de grève n'a pas traduit un rejet de la structure syndicale, elle a permis dans une certaine mesure de refuser l'éternelle polémique de l'unité des sections syndicales (libérant ainsi les militants combatifs de la CGT et de la CFDT de ces "salades") en imposant une direction de la grève élue par l'ensemble des grévistes et révocable à tout moment.
- La même assemblée générale décidait dans la foulée l'envoi de délégations massives de grévistes sur les autres centres pour faire mieux connaître leur action: délégations qui n'ont pu s'effectuer qu'au PLM et à Brune, faute de temps.

En fait, cette assemblée correspondait à une véritable relance de la grève, et les grévistes se donnaient un instrument et des moyens pour poursuivre l'action.

Les concessions faites par la DSA (direction des services ambulants) dès le lendemain furent jugées en partie satisfaisantes. Le I6 mars, les grévistes décidèrent donc la reprise - mais pour le I7 - montrant ainsi qu'ils n'étaient pas pleinement satisfaits.

C'est donc avec force et cohésion que cette grève s'est terminée. ●

CORRESPONDANCE

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez utilement collaborer au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales !

La lutte nationale en Palestine
COMBATTRE L'INDIFFERENTISME ET LE SUIVISME

Dans l'article *La lutte contre l'oppression nationale palestinienne, terrain de lutte pour le communisme* (voir le Prolétaire n° 371) nous avons laissé pour plus tard l'examen d'une position apparemment révolutionnaire et "généreuse", que nous résumons ainsi : *puisque l'oppression nationale que l'Etat colonialiste israélien fait peser sur le peuple palestinien est un fait qui de toute évidence ne peut pas ne pas concerner directement le mouvement prolétarien, tout mouvement qui lutte activement pour la revendication de la destruction de l'Etat sioniste contribue au développement de la lutte prolétarienne.*

Cet argument se fonde sur une série de remarques collatérales que nous reproduisons ici entre guillemets et en italiques, en imaginant un interlocuteur hypothétique.

"Même si le cycle des révolutions bourgeoises est clos au Proche-Orient, l'histoire a laissé en héritage la tâche de liquider l'Etat-colon d'Israël. Cette tâche intéresse en premier lieu nécessairement le prolétariat".

"Le prolétariat doit donc, s'il ne veut pas renoncer à son rôle de classe révolutionnaire, faire sienne la lutte pour la destruction des rapports coloniaux. En effet, cette lutte fournit une contribution historiquement et objectivement positive pour la lutte des prolétaires et des masses arabes exploitées non seulement pour éliminer les vestiges féodaux et patriarcaux, mais aussi pour lutter contre toute forme d'ordre établi. Ceci est démontré par l'attitude des bourgeoisies arabes, qui sont en paroles pour la lutte des Palestiniens, mais qui en fait sont contre elle".

Cette position semble vouloir résoudre la contradiction dont nous avons parlé dans l'article ci-dessus, entre mouvement national-bourgeois et mouvement prolétarien, en donnant à ce dernier la tâche pure et simple de "*faire sien*" le premier. On peut dire donc que, pour cette position, "*l'élément* essentiel est la lutte réelle (armée, masse), *qui est révolutionnaire par le moyen qu'elle utilise, même si la révolution bourgeoise est finie et indépendamment de celui qui sera à la tête du mouvement. C'est l'irruption d'un formidable mouvement de masse qui assènerait un coup terrible à tous les équilibres qui se sont consolidés en vertu des intérêts impérialistes et des bourgeoisies arabes. Grâce à une insurrection nationale vraiment populaire, tout le dispositif capitaliste-impérialiste dans la région serait modifié et la lutte prolétarienne en recevrait un élan révolutionnaire".* Telle est la base du raisonnement.

La première caractéristique de cette position (très répandue dans les mouvements d'extrême-gauche, plus ou moins comme son contraire, l'indifférentisme envers la lutte pour des "objectifs non prolétariens") est de privilégier le "mouvement de masse" dans la caractérisation d'un phénomène social et historique.

Caractériser le mouvement palestinien comme un mouvement de masse (ce qu'il est indéniablement) ne sert ici qu'à souligner son caractère non entièrement bourgeois, mais impur, "plébéien", comme un creuset historique où se forme également le mouvement prolétarien le plus avancé et débarrassé des scories héritées du passé. En effet, il est facile de voir quels seraient les véritables protagonistes d'une lutte insurrectionnelle sur le terrain national : les prolétaires et les masses exploitées en général. Ces remarques sont évidemment justes, mais elles confondent le mouvement avec son expression organisée et elles oublient deux éléments dont il faut tenir compte : 1) l'"insurrection nationale" n'est qu'une hypothèse, qui d'ailleurs semble aujourd'hui s'éloigner. Comment bâtir une attitude sur cette hypothèse sans examiner les autres?
2) Une lutte nationale, même la plus radicale, ne donne pas lieu automatiquement à une situation favorable à la lutte prolétarienne; le véritable problème tactique consiste donc à examiner comment le mouvement prolétarien en formation doit utiliser pour lui-même la lutte nationale.

Cette deuxième erreur est semblable à la première : si dans un premier temps un élément fondamental comme la participation à la lutte d'un mouvement de masse est considéré de façon a-critique, dans un deuxième temps c'est son objectif, la revendication de l'émancipation nationale, qui est considéré de façon a-critique comme un absolu, une "valeur indépendante" (voir le passage de Lénine cité dans le dernier numéro), en dehors du cadre et des forces (c'est-à-dire des classes) qui l'avancent chacune à leur manière.

Dans la pratique notre interlocuteur dit la chose suivante : "*puisque nous avons dit que le prolétariat fait sienne la lutte contre l'oppression israélienne, pour l'instant peu nous importe qui dirige cette lutte, pourvu qu'elle soit réellement radicale. Ce qui compte, c'est l'objectif. Certes,* ajoute-t-il, *nous savons bien que le prolétariat* n'est pas encore *organisé de façon indépendante (avec un parti qui représente ses intérêts immédiats et historiques), mais nous ne pouvons pas sauter par dessus ce fait historique indiscutable, à moins de vouloir rester indifférents à une lutte formidable qui se déroule sous nos yeux. Quelle est donc la solution? Soutenons pour l'instant le mouvement le plus radical, qui est révolutionnaire et progressiste, dans l'attente du mouvement révolutionnaire prolétarien. Son objectif nous donnera demain l'impulsion dont nous avons besoin".* C'est là une position qui n'attribue aucun rôle communiste au présent, exactement comme la position indifférentiste.

Tout d'abord nous remarquerons que cette "solution" est exactement à l'opposé de ce que nous avons exposé dans l'article *La lutte nationale des masses palestiniennes dans le cadre du mouvement social au Moyen-Orient* (voir Le Prolétaire n° 367). Dans cet article nous affirmions que ce n'est pas l'objectif de la lutte nationale que les communistes font leur, mais la lutte elle-même. C'est la lutte, indépendamment du caractère réalisable ou non de son objectif, qui forgera le mouvement prolétarien révolutionnaire dans un feu où entreront également comme éléments fondamentaux les positions politiques des mouvements les plus avancés: ce n'est pas l'obtention d'une patrie palestinienne qui, en soi, pourrait bien atténuer l'énergie prolétarienne si celle-ci se concentrait sur ce seul but. Mais nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

En second lieu il apparaît évident que la solution de la contradiction dont on parle consiste simplement à abolir un de ses termes, le mouvement prolétarien, *en identifiant* aujourd'hui les intérêts d'un mouvement national radical et ceux du prolétariat : l'expression selon laquelle les prolétaires doivent *faire leur* la revendication nationale est en réalité une façon hypocrite de dire que la revendication nationale s'approprie le mouvement prolétarien (qui en effet, dit-on, n'est pas encore conscient de ses intérêts historiques).Ainsi, pour ne pas être "indifférents", on brade les intérêts prolétariens futurs pour les intérêts "bourgeois-prolétariens" actuels.

Il suffit en effet de se demander ce qu'un mouvement prolétarien non encore organisé "pour soi" pourrait faire au cours d'une "insurrection nationale" ou aussitôt après. Que pourrait-il faire d'autre que ce qu'il a fait dans le cas des mouvements nationaux (dans le cadre, cette fois, de *révolutions bourgeoises*) comme au Vietnam ou en Algérie ? Que pourrait-il faire d'autre que d'être écrasé par les illusions semées par la petite-bourgeoisie "la plus radicale" et consistant à croire que l'indépendance nationale coïncide avec l'émancipation sociale ?

Le mouvement prolétarien communiste se distingue du mouvement bourgeois révolutionnaire précisément sur ce point, et ceci est plus vrai encore lorsqu'il ne s'agit plus d'une révolution, mais d'un mouvement partiel, dont on reconnaît le terrain réel! Sur ce terrain partiel, la lutte prolétarienne est menée dans le cadre d'une lutte qui est également une lutte contre la bourgeoisie, exactement comme la bourgeoisie la mène dans le cadre d'une lutte qui est également une lutte contre le prolétariat (voir *La lutte nationale des masses palestiniennes...,cit.*). C'est une lutte qui sert donc au prolétariat conscient de ses intérêts propres pour déblayer le terrain de tous les obstacles historiques réels et des illusions inévitables qu'ils produisent, et non pas dans l'optique de donner le pouvoir à la bourgeoisie à condition qu'elle exprime un mouvement qu'historiquement elle ne peut plus exprimer.

On peut objecter que cette position est "trop commode", dans la mesure où on se réfère aux tâches d'un prolétariat "conscient" qui n'existe pas encore. Mais le vrai problème est justement que la conscience des prolétaires ne s'"insuffle" ni en désignant du doigt une future lutte "purement prolétarienne", ni en renonçant aux tâches de la lutte d'aujourd'hui, avec toutes ses "impuretés".

Le prolétariat lutte déjà sur ce terrain "impur" sous le joug de la bourgeoisie. Les révolutionnaires communistes interviennent sur ce même terrain, sans se borner à l'opposition entre prolétaires et bourgeois, mais en défendant les intérêts prolétariens dans toutes les formes d'oppression sociale, dans le but de constituer l'organisation indépendante du prolétariat en partant du niveau réel de la lutte et de la conscience prolétarienne. L'indépendance politique, (fondée sur la reconnaissance du rôle différent, opposé, des classes dans le développement des contradictions sociales et nationales) et l'indépendance organisative sont donc un objectif qui ne découle pas mécaniquement "des luttes", mais que l'"élément prolétarien conscient" recherche dès le début de son intervention, sur la base de considérations réalistes.

Cette indépendance de classe du prolétariat doit donc être construite avant la réalisation de l'objectif d'autres mouvements historiques (c'est-à-dire d'autres classes), en luttant au coude à coude avec les masses "avec tous leurs préjugés", de façon à aider au développement d'une avant-garde capable de les diriger dans toutes leurs luttes. Voilà l'objectif des communistes révolutionnaires aux côtés des prolétaires palestiniens, qui sont poussés à la lutte ne serait-ce "que" par leur oppression nationale: c'est un champ de bataille où se développent toutes les potentialités de la lutte également sociale, également entre prolétaires et bourgeois de la même nationalité, en fonction de leur comportement opposé sur le même terrain. Mais il est alors évident qu'il faut combattre aussi bien l'indifférentisme envers la lutte sur le terrain "national", que le désir "généreux" de se mettre à la remorque de la bourgeoisie. ●

SUR LA REVENDICATION DES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN ALGERIE (2)

Dans la première partie de cet article nous avons essayé de montrer le contexte historique et politique dans lequel s'inscrit la revendication des libertés démocratiques en Algérie. Cette revendication constitue inconstestablement une tâche démocratique qui est à l'ordre du jour dans la mesure où elle concerne non seulement le prolétariat mais aussi les autres couches laborieuses des masses exploitées et opprimées ainsi que d'importantes franges de la petite-bourgeoisie; tâche démocratique dont cependant la réalisation *complète*, en raison même des caractéristiques du développement de l'Etat bourgeois algérien et de la trajectoire des classes possédantes et réactionnaires d'Algérie, est *inséparable* de la perspective de la Révolution prolétarienne.

Dire cela n'est pas suffisant. Les communistes ne peuvent, en effet, se contenter de considérer cette revendication d'un point de vue exclusivement théorique. Ils doivent, au contraire, s'efforcer de l'intégrer dans une stratégie politique dont l'objectif est de préparer *activement* l'affaiblissement de l'Etat algérien en vue de sa destruction et de renforcer la lutte des masses sur cette voie. Cela suppose donc un effort pour traduire cette perspective en termes *d'actions* au moyen d'une ligne tactique solide et conséquente. C'est bien pourquoi la revendication des libertés démocratiques en Algérie pose aux communistes, non pas en général mais en 1983, une question de tactique importante et complexe.

En effet cette revendication, de nature *politique* dans la mesure où elle conduit à un affrontement même limité avec l'Etat, exprime indiscutablement une *exigence pressante* pour les masses laborieuses et la jeunesse d'Algérie: pouvoir s'exprimer, manifester, lutter, s'organiser indépendamment des rouages de l'Etat et des organismes qu'il contrôle (UGTA,UNJA, etc.). De ce point de vue là, nous sommes résolument pour les "libertés démocratiques". Dans ce sens cette revendication vise à arracher, au prix d'une mobilisation et d'une *vive lutte*, des positions qui constituent un espace de manœuvre pour les masses, et qui, dans les faits, en affaiblissant l'Etat, rapprochent et favorisent les possibilités concrètes de le détruire.

Le danger du réformisme

Mais il faut préciser que le mot d'ordre de "libertés démocratiques", même s'il correspond à une exigence impérieuse pour les masses, n'est pas uniquement avancé de manière spontanée par celles-ci. Il est également utilisé de façon nullement innocente par des forces politiques petites-bourgeoises et réformistes qui ont une trajectoire précise et des visées politiques bien déterminées. Ces forces politiques prennent en réalité appui sur les besoins réels du mouvement social pour se préparer à voler les fruits de la lutte en détournant la colère des masses dans une direction contraire aux intérêts réels des classes exploitées: l'aménagement de l'Etat bourgeois au moyen de changements à sa tête et de "réformes" destinées à paralyser la lutte des masses et à maintenir *intactes* les bases mêmes de l'instrument d'oppression et de domination qu'est l'Etat; en d'autres termes le véritable objectif de ces forces est une *démocratisation de l'Etat*. Une telle perspective permet de plus d'envisager une solution aux différentes rivalités entre fractions de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, qui datent de la lutte d'indépendance et qui restent vivantes, sans compromettre les privilèges des classes possédantes.

Même si cette démocratisation semble pour l'instant peu probable, l'Etat ayant, dans l'immédiat, les moyens de contrôler la situation sans être obligé d'accepter une solution qui de plus supposerait un effort coûteux d'adaptation, cette perspective permet néanmoins d'entretenir des illusions réformistes et interclassistes en définitive démobilisatrices, et surtout laisse le terrain politique libre aux initiatives des forces bourgeoises, comme le mouvement Ben belliste . En tout cas il serait dangereux et criminel de laisser planer l'illusion qu'une réforme démocratique puisse constituer une étape nécessaire et un facteur automatiquement favorable au développement de la lutte de masse. En réalité tout dépend du niveau de mobilisation et d'organisation de la classe ouvrière et des masses sur des bases indépendantes et de la présence d'une avant-garde active capable de conduire la lutte avec d'autant plus de sûreté qu'elle est consciente des pièges de la démocratie bourgeoise.

Les critères d'une bonne tactique

Précisément parce que dans la lutte des classes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises sont capables d'initiatives politiques pour détourner la lutte des masses ou voler les fruits de leurs actions, il serait puéril de n'envisager *l'utilisation tactique* de la revendication des libertés démocratiques que du seul point de vue des besoins immédiats des masses. Cela est d'ailleurs valable pour l'utilisation tactique de toute revendication. A chaque fois il est du devoir des communistes de s'appuyer sur les exigences avancées par la lutte pour renforcer l'expérience des masses et les *instruire* afin qu'elles puissent, autant que possible, se protéger contre les pièges et les embûches qui se dressent inévitablement au moment du combat. C'est d'ailleurs là le fondement même de la conception bolchevique de la *tactique-plan* qui a été reprise par la Gauche Communiste d'Italie (cf. Thèses de Rome). Toute revendication, au cours de la lutte, doit être intégrée dans un plan d'action qui corresponde aux exigences du mouvement de masse ainsi qu'aux objectifs spécifiques pour permettre la satisfaction complète

(suite en page 6)

Les chemins de la lutte de classe

(suite de la page I)

vrières et laborieuses sont différenciées.

Ainsi il est clair que les effets immédiats sur la situation des masses de l'offensive des forces impérialistes et réactionnaires sont plus intenses dans les pays dits périphériques. Dans ces pays le développement capitaliste s'exerce dans le cadre d'une division internationale au sein du marché mondial qui les met dans une situation de dépendance totale à l'égard des métropoles impérialistes. C'est pourquoi dans ces pays les masses subissent en quelque sorte l'exploitation exercée par les classes réactionnaires locales elles-mêmes au service de la politique de rapine de tel ou tel impérialisme. Ainsi les soi-disant plans "d'assainissement" imposés par le FMI aux pays périphériques entraînent une oppression et une exploitation *ouvertement bestiale* comme on peut le voir dans de nombreux pays d'Amérique Latine et Centrale, d'Afrique, du Moyen-Orient et du Maghreb.

Dans les métropoles impérialistes le terrain sur lequel se développent l'exploitation et l'oppression est déterminé non seulement par les caractéristiques locales mais également par les fruits que la politique de rapine impérialiste sur le plan militaire, économique et financier permet d'obtenir. Comme on l'a déjà montré à plusieurs reprises, les miettes du festin colonial permettent de préserver des couches petites-bourgeoises et de dégager une aristocratie ouvrière liée à travers tout un réseau de garanties au maintien des bases de l'ordre capitaliste. C'est d'ailleurs sur la base de cette aristocratie ouvrière que se développe le social-chauvinisme et le social-impérialisme comme domestique zélé de l'Etat impérialiste.

Il est clair qu'en raison même de cette situation la lutte des classes dans les métropoles impérialistes et notamment en France se manifeste d'une manière plus différenciée à travers de multiples amortisseurs économiques, sociaux et politiques. Ainsi, au-delà des revendications spécifiques des couches aristocratiques ouvrières, la lutte elle-même des plus larges couches du prolétariat des métropoles est aussi influencée par les réserves que les groupes capitalistes et l'Etat impérialiste français peuvent accumuler par ailleurs dans leur zone d'influence ou leurs chasses-gardées que sont les colonies (DOM-TOM) ou les pays périphériques.

Cela ne signifie pas pour autant que l'ensemble de la classe ouvrière des métropoles en général, et de la France en particulier, est devenue une immense aristocratie ouvrière. Une telle conclusion (bien intentionnée peut-être dans son fond mais totalement puérile) ne ferait que manifester une immaturité politique à analyser le développement de la lutte des classes internationale dans ses particularités et une incapacité politique dans l'effort *pour articuler* les différents niveaux de lutte dans la perspective de la Révolution internationale qui est un *résultat* et non, malheureusement, un point de départ.

Comme nous l'avons maintes fois montré, l'existence d'une aristocratie ouvrière et d'avantages liés à la politique impérialiste ont été utilisés pour véhiculer au sein des plus larges couches prolétariennes *l'illusion*, entretenue par l'opportunisme politique et social, de pouvoir également un jour acquérir des garanties.

Ce fait lui-même est devenu un *facteur* matériel qui conditionne la lutte mais n'est pas à lui seul suffisant. C'est d'ailleurs bien pourquoi, parallèlement au baratin réformiste que tous les gouvernements ont utilisé à des degrés divers en France, l'Etat français s'est sans cesse *blindé* en accentuant ses moyens *d'action répressive* sur le plan policier et militaire entre autres.

Nous devrons développer ce point important dans des articles ultérieurs. Disons pour l'instant que grâce à la politique de brigandage impérialiste les classes dominantes et leurs valets opportunistes ont pu imposer et entretenir au sein même du prolétariat et des masses laborieuses de solides divisions (au moyen de "garanties" savamment réparties). Cela détermine les conditions de la lutte immédiate mais n'empêche pas, loin de là, le développement d'une intense exploitation avec tout son cortège de misère dont on peut simplement constater qu'elle a tendance au départ à être moins ouvertement bestiale que dans les pays périphériques. Cette exploitation frappe cependant les plus larges couches au sein des bagnes productifs où les impératifs de profit nécessitent des cadences de plus en plus infernales, des conditions d'hygiène et de sécurité déplorables, ainsi que les populations immigrées pour lesquelles l'exploitation la plus féroce se double d'une terreur administrative et policière, mais aussi les chômeurs et les jeunes.

De plus la logique même du capital en période de crise conduit le capitalisme français à rogner inexorablement les avantages résultant des faste du cycle d'expansion économique désormais clos.

Tout cela conduit, même si c'est d'une manière différente en raison de l'existence d'amortisseurs en voie de dissolution de celle des pays dits périphériques, à une exacerbation des antagonismes et des luttes sociales au sein même des métropoles.

Le devoir des communistes révolutionnaires internationalistes est d'assumer activement leur responsabilité sur tous les fronts à travers lesquels se manifeste la reprise inévitable de la lutte des classes.

Pour cela il convient de comprendre, comme nous l'avons déjà précisé (cf. prol. 369: le sens de notre combat politique), que cette lutte aura une allure multiforme. Elle ne se développera pas, comme la réalité nous le montre d'ailleurs, exclusivement dans les usines ou autour de revendications à caractère purement économique et social. En raison même de la formidable pression qu'elles exercent les forces impérialistes et capitalistes monopolisent tout le terrain économique, social et politique et influencent les conditions même de départ du mouvement social, conduit à se cristalliser sur des fronts différenciés concernant aussi bien des questions sociales que politiques. L'essentiel pour nous est de chercher de toutes nos forces à relier et à *articuler* ces différents fronts de lutte les uns aux autres en y favorisant l'émergence des forces les plus combatives sur des bases anticapitalistes et à intégrer les multiples trajectoires de la lutte des classes sur la voie de la Révolution prolétarienne mondiale. ●

La théorie arme de combat

PUBLICATIONS INTERNATIONALES

the texts of the international communist party

PARTY AND CLASS

- Theses on the Role of the Communist Party in the Proletarian Revolution (1920)
- Party and Class (1921)
- Party and Class Action (1921)
- Proletarian Dictatorship and Class Party (1951)

communist program publications

τα κειμενα του διεθνους κομμουνιστικου κομματος

ΚΟΜΜΑ ΚΑΙ ΕΡΓΑΤΙΚΗ ΤΑΞΗ

- θεσεις της διεθνους πανω στο ρολο του κομμουνιστικου κομματος στην προλεταριακη επανασταση (1920)
- κομμα και εργατικη ταξη (1921)
- κομμα και ταξικη δραση (1921)
- προλεταριακη δικτατορια και ταξικο κομμα (1951)

εκδοσεις κομμουνιστικο προγραμμα

Un appel du CSOIRI

TOUS SOLIDAIRES AVEC LA LUTTE DES MASSES D'IRAN

4 années de luttes courageuses et de répression sauvage.

Il y a 4 ans l'insurrection des masses iraniennes avait permis la chute du régime du Shah. Cette insurrection était l'aboutissement d'un vaste et courageux mouvement de lutte de la classe ouvrière et des classes exploitées et des minorités opprimées d'Iran.

La formidable mobilisation des travailleurs leur a permis d'acquérir une expérience de lutte et de se forger des organisations qui constituent un exemple pour la classe ouvrière du monde entier.

Malheureusement le combat des masses n'eut pas le temps de se débarrasser entièrement de toute influence bourgeoise et réactionnaire. Cela a permis au parti religieux islamique de garder l'initiative politique et de démanteler un grand nombre d'acquis des luttes ouvrières. C'est ainsi que s'est installé le régime de Khomeiny qui derrière un masque mensonger anti-impérialiste avait pour objectif de désamorcer la combativité des masses.

Pour la seule année 1982 le nombre d'assassinats et d'exécutions perpétrés par le régime réactionnaire de Khomeiny dépasse les 25 000. D'après les dernières informations, du 22 au 28 janvier plus de 1 800 personnes ont été exécutées à la prison d'Evin à Téhéran. A ce chiffre s'ajoutent des dizaines de milliers de travailleurs et de militants emprisonnés dans les geôles d'Iran, torturés et menacés de mort.

La lutte des masses kurdes.

Malgré la politique de répression systématique du régime de Téhéran les masses kurdes poursuivent leur courageuse lutte. Hier elles se battaient contre Bani Sadr alors qu'il était le bras droit du boucher Khomeiny; aujourd'hui elles poursuivent leur combat contre les troupes lancées par le gouvernement islamique du PRI.

Ces troupes n'hésitent pas à massacrer les populations civiles à coup de bombes chimiques et de bombes au napalm pour chercher à "nettoyer" tout foyer de résistance; elles poussent également des familles entières à un exode massif vers d'autres régions.

Cependant la résistance des masses kurdes et des peshmargas continue avec courage et marque même des points. Ainsi la radio "voix de la Révolution d'Iran" dirigée par l'organisation révolutionnaire kurde Komala annonçait la destruction le 15 novembre 1982 de 2 hélicoptères de Téhéran dans le Sud du Kurdistan.

Une sanglante guerre réactionnaire.

De plus, depuis 3 ans, une terrible guerre se déroule en Iran et en Irak. Cette guerre a déjà provoqué plus de 300 000 morts de part et d'autre. Elle est dirigée par 2 Etats réactionnaires qui mènent chacun une sanglante politique de répression à l'égard de leurs masses et, notamment, elle a pour objectif de satisfaire les sordides intérêts matériels et territoriaux des Etats contre-révolutionnaires irakiens et iraniens.

Cela révèle la véritable nature de cette guerre: une sanglante boucherie entraînant le massacre des masses laborieuses d'Irak et d'Iran avec le soutien actif des impérialismes et de tous les marchands de canons, et destinée à renforcer l'influence de 2 régimes bourgeois dans une région ayant une grande importance stratégique.

De plus les offensives lancées par le régime de Khomeiny permettent de "justifier" l'intensification de la répression interne.

Pour une solidarité active et concrète.

Comme on le voit les masses travailleuses et opprimées d'Iran subissent de dures épreuves aggravées par un isolement terrible. C'est la raison pour laquelle le CSOIRI s'est constitué pour chercher dans la mesure de ses forces à :

-dénoncer la sauvage répression qui frappe les masses d'Iran.

-populariser leur lutte et briser la complicité du silence dont font preuve les organes d'information des Etats impérialistes occidentaux.

-apporter, sur la base de l'internationalisme ouvrier, une solidarité active.

Le CSOIRI a déjà collecté plusieurs caisses de médicaments (à destination du Kurdistan) qu'il a transmis par des voies appropriées, aux organisations luttant au Kurdistan. Cela ne suffit pas. Il faut aujourd'hui plus que jamais:

-dénoncer l'aide que l'Occident envoie au régime sanglant de Téhéran. D'autant plus que cette aide permet à l'Etat iranien d'intensifier la répression contre les masses exploitées.

-dénoncer le soutien militaire que les marchands de canons (avec en tête l'Etat français) apportent à l'Iran et à l'Irak et qui alimente la sanglante boucherie frappant les masses des 2 pays.

Cela doit permettre à terme un mouvement, même minime, de mobilisation cherchant à briser la complicité du silence et l'isolement dans lequel se trouvent les masses d'Iran (et d'Irak).

Mais il faut également apporter dès aujourd'hui UN SOUTIEN CONCRET qui, même s'il est modeste, peut être utile et sauver des vies.

C'est pourquoi le CSOIRI est décidé à poursuivre son travail pour collecter de l'aide matérielle notamment en médicaments et pour susciter au-delà des discours parmi les travailleurs, les militants combatifs et les révolutionnaires sincères, un MOUVEMENT DE SOLIDARITE ACTIVE.

VIVE LA SOLIDARITE ACTIVE AVEC LES MASSES D'IRAN ! ●

Adresse du comité: ZECCHINI
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG.

A bas la répression des juges et des flics

Dès la fin du deuxième tour des élections municipales la police a mené une série de rafles dans les milieux immigrés originaires de Turquie à Paris. Ces actions se sont soldées par l'interpellation de 4 sympathisants de l'organisation révolutionnaire turque Dev Genç. La police française s'est également attaquée, armes à la main, à l'Association Démocratique des Travailleurs (ADTT) en emmenant au poste 4 travailleurs ainsi qu'à l'Association Patriotique des travailleurs Kurdes (KKWK) raflant cette fois 15 travailleurs présents dans les locaux. L'objectif de ces opérations était de poursuivre une politique visant à frapper et à ficher les militants combatifs et au-delà à intimider les travailleurs immigrés qui mènent une lutte à la fois contre l'oppression et la terreur exercées par l'Etat capitaliste et impérialiste français.

Cela impose à tous les militants révolutionnaires sincères une vigilance et une mobilisation sur les bases d'une solidarité ouvrière et internationaliste pour riposter contre les exactions policières et pour mettre en échec les visées répressives de notre propre Etat.

Le militant révolutionnaire F.Oriach ainsi que d'autres militants combatifs restent enfermés dans les geôles de l'Etat français qui les tient en otages en attendant de les faire passer en procès. Aux yeux de l'Etat français et de ses serviteurs zélés de gauche le crime d'Oriach est d'avoir manifesté, sur le terrain de la lutte, une solidarité avec le combat des masses palestiniennes contre le sionisme et ses complices impérialistes et en particulier le gangster impérialiste français! Quelques puissent être nos désaccords avec les perspectives politiques défendues par F.Oriach ou les autres militants emprisonnés, notre devoir de communistes révolutionnaires est de lutter sur la base de la solidarité prolétarienne internationaliste pour les arracher des griffes de la bourgeoisie

LIBERATION IMMEDIATE DE F.ORIACH ET DE TOUS LES MILITANTS EMPRISONNES !

A BAS LA REPRESSION DES FLICS ET DES JUGES ! ●

SUR LA REVENDICATION DES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN ALGERIE

(suite de la page 5)

de ces exigences et qui soit, en même temps, susceptible de s'adapter aux rapports de force imposés par la réalité. C'est pourquoi, pour les communistes, les revendications tactiques, si on les considère du point de vue de leur *utilisation politique* et pas seulement du point de vue d'une évaluation théorique générique, doivent être avancées de manière à obtenir plusieurs résultats:

-satisfaire les exigences des masses en renforçant leur mouvement de lutte par la définition d'objectifs précis.

-favoriser l'organisation sur des bases indépendantes du prolétariat et des masses exploitées dans un terrain où bougent également des forces bourgeoises et petites-bourgeoises.

-contribuer à l'émergence, autour d'une direction communiste qui en constitue le noyau, d'une avant-garde combative, consciente et éprouvée, susceptible de diriger pratiquement la lutte à travers tous les obstacles et les pièges qu'elle comporte inévitablement.

Aussi la fonction de la tactique dans l'élaboration d'un plan d'action est-elle de répondre aux exigences des masses *tout* en renforçant la lutte autour d'une solide ligne politique. En cela la revendication "libertés démocratiques" devrait du point de vue de son utilisation tactique à la fois satisfaire les besoins immédiats et les intérêts à moyen et long terme en les articulant les uns aux autres. C'est la raison pour laquelle une autre erreur serait de considérer cette revendication tactique comme un levier capable de pousser automatiquement la lutte au maximum de ses possibilités, comme un objectif *transitoire* susceptible d'ébranler immédiatement l'Etat bourgeois et d'ouvrir des possibilités immédiates de révolution. Cela supposerait, pour qu'on puisse envisager une telle hypothèse, une situation hautement révolutionnaire en Algérie, ce qui n'est pas le cas. Les mouvements de grève et d'émeute sont encore sporadiques et isolés , même si la colère des masses gronde de plus en plus fort. La classe ouvrière doit encore s'organiser sur une vaste échelle aussi bien pour mener une lutte immédiate que pour se donner une direction éprouvée et influente capable de conduire la lutte révolutionnaire jusqu'à la victoire . Enfin les différentes fractions bourgeoises rivales sont loin d'être paralysées dans leur capacité de gouvernement et de répression.

Nos orientations

Ainsi du point de vue de l'utilisation tactique de la revendication des libertés démocratiques, parce que l'objectif des communistes révolutionnaires est de participer à tout mouvement de lutte en cherchant à le pousser au maximum de ses possibilités tout en lui apportant ce que seul le communisme peut lui donner, il faut se préserver de 2 erreurs. Il convient de se garder à *la fois* d'une interprétation réformiste (démocratisation de l'Etat comme but ou comme étape nécessaire) et d'une interprétation *mécaniste* (selon laquelle cette revendication serait, par elle-même, une étincelle mettant le feu aux poudres et engageant automatiquement un processus révolutionnaire en l'absence des conditions politiques qui en sont les facteurs indispensables).

Pour conclure il convient de rappeler que les libertés démocratiques (c'est-à-dire liberté d'expression, d'organisation, de manifestation, droits culturels, droits sociaux, égalité des femmes, etc.) constituent des objectifs *importants et vitaux* qui doivent être conquis de haute lutte car ils ne sont jamais garantis aux exploités dans la société bourgeoise et qui sont autant de points d'appui précieux dans le mouvement même de la lutte des masses. Mais cette revendication est utilisée en même temps comme un tremplin par les forces réformistes et collaborationnistes qui ont pour objectif de la transformer en étendard pour la Démocratie (d'ailleurs l'expérience a déjà montré que le slogan "libertés démocratiques" pouvait devenir "Démocratie" dans la bouche de certains).

C'est pourquoi chaque fois que nous pourrons développer des initiatives de parti dans le cadre d'une tactique directe nous préférons avancer une formule comme "libertés politiques" expression classique du marxisme ou mieux "liberté pour les masses". Une telle formulation *tout en répondant aux besoins des masses* nous fournit dans le même temps l'occasion de dénoncer les manœuvres et les pièges tendus par les faux amis de la lutte des masses.

Pour que les choses soient claires et dans le but de briser dans l'œuf toute tentative de polémique vicieuse et immature précisons que les objections que nous faisons quant à l'utilisation, en tant qu'organisation communiste révolutionnaire, du slogan "libertés démocratiques" ne découlent ni d'un indifférentisme à l'égard des luttes politiques partielles ni d'un formalisme puriste ou académicien. Il s'agit pour nous de mettre réellement en pratique l'ambition des communistes qui est de chercher à renforcer le mouvement de lutte contre les dangers rencontrés.

C'est pourquoi nous dirons clairement que le fait de brandir la revendication "libertés pour les masses" ne signifie nullement que nos militants et sympathisants doivent se détourner des mouvements et des comités qui avancent la revendication de "libertés démocratiques" pour autant que cela soit sur le terrain de la lutte réelle. Dans ce cas, qui correspond à une situation de tactique indirecte où le parti révolutionnaire doit se déterminer non pas par des initiatives spécifiques mais par rapport aux initiatives prises par le mouvement social ou d'autres forces combatives, notre objectif est d'intervenir au sein de la lutte pour donner à cette revendication un *contenu dynamique* capable de satisfaire les exigences incompressibles des masses et pour l'intégrer dans une perspective de combat classiste *en rupture* avec les criminelles manœuvres réformistes dont le but est de trahir les masses.

Pour nous, en ce sens, mais en ce sens seulement, la revendication "libertés démocratiques" signifie "liberté pour les masses" car les masses et elles seules seront capables de mener à bien leur propre émancipation! ●

Le retour du «peuple de l'abîme»

Dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale ont fleuri toute une série de théorisations relatives à la classe ouvrière, tant du côté des penseurs bourgeois déclarés que du côté d'intellectuels dits "de gauche". Les uns et les autres tentaient de lui régler son compte une fois pour toutes. Qui disait que la classe ouvrière était désormais intégrée dans le système bourgeois; qui "démontrait" qu'elle n'existait plus, que les classes elles - mêmes n'existaient plus, etc. Ces interprétations visaient soit à rassurer les bourgeois sur l'avenir de la période qui s'ouvrait (paix, progrès, prospérité), soit à imaginer des "voies nouvelles" pour la révolution, avec de "nouveaux sujets révolutionnaires" remplaçant les "anciens" et "périmés". Toutes se fondaient sur une méthode d'analyse erronée (la photographie d'un moment historique donné) et finissaient par arriver à la vision d'une ère qui s'ouvrait sous le signe d'un développement linéaire et non contradictoire, rendant superflues l'interprétation marxiste et la doctrine de la lutte de classe. D'où les différentes étiquettes qui se sont transmises jusqu'à nous, d' "ère post - industrielle", de "société technologique avancée", "post - moderne", etc. Beaucoup de ces théorisations, si elles ne venaient pas directement des Etats - Unis, pointaient sans aucun doute leur objectif photographique sur la réalité de ce pays pour en tirer des confirmations. Ainsi disait - on qu'en Amérique la classe ouvrière s'était intégrée et embourgeoisée; ou bien que la réalité américaine représentait le modèle d'une société qui, grâce au développement technologique, réussit à absorber tous les éléments de contradiction potentielle dans ce consensus; ou bien que l'histoire américaine était le meilleur démenti à la doctrine marxiste, parce que dans ce pays il n'avait jamais existé de lutte des classes, et même jamais de classe ouvrière véritable.

Pour nier ainsi que la contradiction soit l'élément caractéristique de la société bourgeoise, on passait l'éponge sur quelque chose qui persistait toutefois au fond de la société et de la culture américaines: le sentiment perpétuel de malaise face à une classe ouvrière sentie précisément comme quelque chose d'étranger, de contradictoire, de non assimilable.

Ce malaise se perçoit depuis que se pose le problème de l'industrialisation du pays au début du vingtième siècle et augmente, devenant une véritable terreur, dès que commencent les grandes vagues d'immigration du milieu du siècle et surtout de la fin du siècle. On le voit dans un roman comme celui de Mark Twain, *un Américain à la cour du roi Arthur,* de I889. On le voit surtout au début du vingtième siècle, chez un écrivain comme Jack London, qui mieux que beaucoup d'autres exprime la mentalité ambiguë du mouvement socialiste de l'époque. Dans *Le peuple de l'abîme,* consacré aux classes pauvres de Londres, on trouve la vision de la classe ouvrière comme une créature informe, menaçante, qui peut d'un moment à l'autre échapper au contrôle et se ruer sur la société.

Cette même vision continue à circuler dans la culture américaine également *dans les décennies suivantes,* même dans ces années trente où la rhétorique rooseveltienne a le plus agi pour mythifier la classe ouvrière comme *partie intégrante* de la nation (voir le roman de John Steinbeck, *La bataille,* de I936). Sans doute, ce sont là les années de la défaite historique de la classe ouvrière face au fascisme, à la démocratie et au stalinisme: celle - ci s'éclipse *à ce moment là* comme sujet politique actif. Mais la persistance des thèmes et des images à la Jack London prouve bien qu'elle n'a pas disparu de la face du monde comme un facteur contradictoire, bien qu'elle se soit momentanément repliée sur elle - même.

Et les images utilisées par London pour décrire le "peuple de l'abîme" reviennent, ce n'est pas un hasard, *aujourd'hui,* avec une insistance qui doit faire réfléchir, dans la production de masse par excellence, dans ces films de "science- fiction sociale", situés non pas sur d'autres planètes mais sur notre terre, dans quelques dizaines d'années ou même aujourd'hui, et qui se mêlent à ce qu'on appelle traditionnellement les "films d'horreur".

Prenons une série de films passés dans les dix dernières années: depuis le plus récent, *Black Runner,* en remontant en arrière à travers *I999: fuite de New - York, Zombies, La nuit des morts vivants, Les journées de la planète terre,* jusqu'à *I975: des yeux blancs sur la planète terre,* avec lequel nous arrivons à l'aube des années 70.

Quelles images y trouvons - nous? Dans *Black Runner,* l'image de Los Angeles dans une trentaine d'années, une ville enveloppée dans un cauchemar de cheminées fumantes, de gratte - ciel scintillants, de gadgets technologiques; surtout une ville séparée en deux, le monde élevé des gratte - ciel et du pouvoir, et le monde "bas", fangeux, peuplé par une population mêlée, où les innovations technologiques trahissent déjà une décomposition avancée, une ville qui est une sorte de jungle où des masses énormes de gens ne font que bouger, en proie à une agitation fébrile, et où la violence est à l'ordre du jour. C'est dans ce contexte que se déroule l'histoire centrale du film, la chasse à un groupe de "répliquants" revenus sur la terre en rompant les règles qui avaient été fixées pour eux. Il s'agit de robots identiques en tous points aux hommes, sauf qu'ils servent d'esclaves pour le travail sur d'autres planètes, qu'ils sont privés de sentiments et qu'ils vivent peu de temps.

C'est précisément contre ces caractéristiques qu'un groupe de "répliquants" se révolte, en commençant à éprouver des sentiments *propres,* et surtout en voulant *vivre.*

Dans *I999: fuite de New - York,* l'île de Manhattan est une véritable jungle. A cause de l'énorme augmentation de la criminalité, elle s'est transformée en une immense prison entourée de hautes murailles, où les prisonniers doivent résoudre seuls le problème de leur propre survie. Dans cette île - prison tombe un jour l'avion du président des Etats - Unis et le problème est comment le récupérer par une action - éclair, au milieu d'une population bestiale dans laquelle n'a cours que la loi de la jungle. Violence brutale, humanité infra - humaine, rues de la grande ville qui rappellent les images de certains quartiers du Bronx ou du Lower East Side, grossies par les mass - media, désagrégation urbaine, bandes de criminels qui se font une guerre sans merci, masses de rebuts matériels et humains... et un chef suprême de cette nouvelle race, un Noir, qui habite un endroit mythique, la Bibliothèque Publique de New - York en ruines (bibliothèque qui aujourd'hui, pendant l'hiver, est remplie de clochards en haillons en quête d'un abri et d'un peu de chaleur).

On trouve d'autres images de cette population infra - humaine, composée non plus de "répliquants" ou de rebuts de la société, mais de "morts - vivants", résultant de l'action de virus mystérieux, dans *Zombies* et dans *La nuit des morts vivants.* Dans les deux cas des petites villes tranquilles où d'innocents citoyens subissent le siège terrible de ces êtres inquiétants qui, eux aussi, veulent vivre. Dans *Zombies,* en particulier, le siège se déroule dans une de ces cathédrales modernes de la société de consommation que sont les super - marchés, véritables citadelles de la marchandise.

Dans *Les aventuriers de la planète terre,* par contre, la population terrestre est réduite à une poignée de survivants qui se battent sauvagement entre eux, tandis que dans *I975: des yeux blancs sur la planète terre,* une catastrophe mondiale provoquée par une guerre bactériologique a réduit la terre à un désert, habité par une petite communauté d'êtres "normaux" et par une vaste communauté de "mutants", d'êtres dont la structure biologique et génétique a été bouleversée par la catastrophe, qui habitent les ténèbres et les recoins les plus profonds de ce qui reste des villes désertes, et qui assiègent les "gens normaux" en les considérant comme responsables de ce qui s'est passé. Ce dernier film date de I97I et son titre indique une date, I975, qui est pour nous chargée de sens, en tant que date d'ouverture d'un nouveau cycle de crise profonde du système capitaliste.

Visions de mort et destruction, paysages urbains désolés et masses infra - humaines qui menacent le statu quo ou la survie des gens "normaux": ce ne sont certes pas les produits du hasard (et nous n'avons pris que quelques échantillons: on pourrait citer bien d'autres titres). On sent croître au sein de cette production l'impression d'un malaise profond, l'impression que la "civilisation" est arrivée à une croisée des chemins. L'image de la catastrophe revient comme une obsession et bien que les messages centraux soient toujours consolants (il y a toujours le Bon, le Justicier, le Chevalier de l'Idéal qui remet les choses en place, au moins momentanément), dans leur ensemble, ces films représentent un commentaire amer et impitoyable sur la société qui les a produits, une réflexion qui ne laisse pas beaucoup d'illusions sur la machine technologique capitaliste qui les a engendrés.

Surtout, ils sont éloquents à cause de la vision récurrente d'une population qui vit dans les recoins de ce qu'il reste de la société et qui la menace d'en bas, du fond de l'abîme. Ici, la sensation de malaise est encore plus forte: la "société" est assiégée, la menace de ces infra - humains est vivante, présente, concrète; un rien suffit à la déclencher. Ce qui doit nous faire réfléchir, c'est le fait que cette image de Peuple de l'abîme revienne avec une telle force, une telle insistance (et avec des aspects pas toujours négatifs: plusieurs fois le portrait de cette population est ambigu , provoquant à la fois la méfiance et la fascination) *aujourd'hui et aux Etats - Unis.*

Ainsi, tandis que les théorisations sur la mort du marxisme et de la classe ouvrière s'efforcent toujours plus frénétiquement d'effacer les éléments de contradiction, à un moment où justement la crise, et donc les contradictions, s'approfondissent, des films comme ceux que nous avons brièvement décrits montrent qu'inconsciemment ce malaise et cette peur sont toujours profondément enracinés. Ce maudit prolétariat, ce fossoyeur de la bourgeoisie, ce corps plusieurs fois torturé, écrasé par les bourgeois et par les traîtres et plusieurs fois donné pour mort, continue en réalité à exister et étend toujours plus son ombre sur un monde qui cherche à se convaincre et à le convaincre de son .... inexistence.

Voilà le "catastrophisme" qui plaît aux marxistes, non celui qui crie "au loup! au loup!" à tout bout de champ. C'est pourquoi des films comme ceux - ci, après tout, nous font plaisir. ●

La crise frappe aussi à l'Est (2)

Dans le numéro précédent nous sommes partis des statistiques sur les taux de croissance tant du produit national que de la production industrielle et agricole au cours des périodes 1966-70, 1971-75, 1976-80, pour montrer que la crise mondiale, même si c'est avec un certain retard, a accentué pour l'URSS et entamé pour les autres pays du Comecon un processus de ralentissement inéluctable des rythmes de croissance de l'économie, de façon parallèle à ce qui se produisait sur une plus vaste échelle en Occident. Nous avons ainsi pu voir que ce déclin a eu lieu à la fois de façon absolue et de façon relative par rapport aux chiffres prévus par les plans quinquennaux (y compris, *à fortiori*, le plan 1981-85) et constater à quel point était mensongère la thèse stalienne qui attribuait aux pays de l'Est une augmentation incessante, absolue et relative, de la production (ce qui était, disait-on, la caractéristique du "socialisme") et qui les mettait par définition à l'abri du cycle d'expansion, de stagnation et de crise du marché mondial.

Les tableaux que nous avons publiés ne permettaient pas, il est vrai, de suivre la courbe de la production année par année, mais avaient l'avantage inverse de fournir un tableau clair et immédiatement perceptible de la *tendance* en cours et de montrer que les planificateurs eux-mêmes prévoyaient que le tournant des années 1980-81 l'accentuerait par la suite. Les chiffres pour 1980-81 prouvent que la réalité allait être encore pire que les prévisions (nous citons les chiffres d'après I. Adamek, Economic Overview, Centrally Planned Economics of Europe, The Conference Board Inc, juin 1982).

Indicateurs économiques fondamentaux

(Variations annuelles en pourcentages) (I)

	Produit matériel net		Production industr. lourde		Production agricole lourde	
	I980	I98I	I980	I98I	I980	I98I
Bulgarie	5,7	4,5*	4,o	5,6	-4,5	4,0
Tchécoslovaquie	2,9	0,2	3,3	2,0	6,I	-3,4
RDA	4,2	5,0	4,7	5,I	0,5	3,0
Hongrie	-0,8	I,8	-2,I	2,3	4,3	0,0
Pologne	-5,4	-I3	0,0	-I9,0*	-I0,7	4,I
Roumanie	2,9	2,I	6,I	2,6	-4,6	-0,9
URSS	3,5	3,2	3,6	2,5	-2,5	-2,0
Comecon	I,0*	-I,0*	3,3*	2,I*		

Comme on le voit, dans la plupart des pays, le déclin observé précédemment *se poursuit*. La seule exception est la RDA (le léger indice de reprise en Hongrie s'explique par la situation particulièrement négative de 1980 et celui de la Bulgarie par le processus d'industrialisation accélérée qui est encore en cours dans ce pays). Les *chiffres sont significatifs* pour la Pologne (nous sommes dans les deux années des grandes agitations ouvrières) *et, en partie, pour la Roumanie. Il* faut noter cependant que *tous* les indices concernant l'URSS sont *négatifs*, surtout dans l'agriculture, mais aussi dans l'industrie. En ce qui concerne l'agriculture la production agricole marque le pas ou est en baisse pendant ces deux années *dans tout le Comecon*(2).

Il faut noter que l'année 1981 marque un ralentissement quasi général également dans les rythmes de croissance des investissements fixes bruts: -5 % en Bulgarie; -3,6 % en Tchécoslovaquie; -9 % en Hongrie; -25 % en Pologne;-0,9% en Roumanie. Les seules exceptions sont la RDA (+1,8 %) et l'URSS (+3,4 %)(3). Quant à la productivité du travail, dans l'ensemble du Comecon la variation annuelle est de 2,6 % en 1980 et de 2,4 % en 1981, mais en Pologne en 1981 on est arrivé à -13,3 %. La productivité du travail est, comme nous le verrons plus loin, un des points les plus faibles du système dit "socialiste", alors que c'est sur elle que la direction économique doit s'appuyer étant donné que le pourcentage de la force de travail active par rapport à l'ensemble de la population a désormais atteint ou presque sa limite extrême et que, d'autre part, le rythme de croissance démographique tend nettement à ralentir.

Il est important de noter qu'on arrive à cette situation à travers une évolution qui , entre 1976 et 1980, n'a rien de linéaire et d'uniforme. La baisse, *en effet*, concerne dans cette période essentiellement la Pologne, l'URSS, la Hongrie et la Roumanie, touche à peine les autres pays du Comecon. Elle est en outre faible au cours des deux premières années mais s'accentue, et ce en net retard par rapport à l'Occident, en 1979 quand, si nous prenons une autre série de chiffre tirés de la même source — et qui présentent des variations minimes par rapport aux chiffres déjà cités — le taux de croissance annuel du revenu national passe de +8 % en 1970 à -1,5 % en Pologne, de 6,1 % à 2,3 % en URSS, de 8,3 % en 1977 à 2,6 % en Hongrie. La situation dans les autres pays de l'Est n'a changé que légèrement. Pour tous ces pays on peut dire que 1977 est l'année d'un tournant destiné à ne pas connaitre de changements...sauf à la baisse.

Bilan général pour les années 1980-81, donc: taux de croissance en baisse comme (et, dans certains pays plus que) en Occident. Qu'en a-t-il été en 1982?

1982-83: le bâton de l'austérité et la carotte des réformes

Même si l'on ne peut pas encore fournir de tableaux statistiques détaillés et homogènes comme ceux que nous avons cités précédemment, on peut cependant reconstruire dans ses grandes lignes la situation économique en 1982 dans la plupart des pays du Comecon, en partant des déclarations de certains dirigeants de ces pays, d'une série de publications officielles et de nouvelles tirées de la presse internationale. La conclusion qu'on peut en tirer est que la tendance déjà manifestée en 1980-81 s'est *étendue* avec une uniformité frappante à l'ensemble du bloc "socialiste" et que les taux de croissance de la production arrivent à des niveaux nettement inférieurs à ceux des années 1970-80, et qu'ils sont loin des prévisions, pourtant déjà prudentes, des planificateurs.

La Bulgarie elle-même, qui pour les raisons citées plus haut continue parmi les pays de l'Est à faire figure de premier de la classe, a vu le rythme de croissance de sa production industrielle ralentir et passer des 4,5 % prévus par le plan (déjà revu en baisse en décembre 1981) à 4,3 % (4), et il est probable que son revenu national aura finalement augmenté de 2,5 % par rapport à l'année dernière.

Quant à la RDA, si elle a pu avoir une augmentation du revenu national de 3 % et de la production industrielle de 4,3 %, ces deux chiffres sont quand même inférieurs aux taux prévus par le plan quinquennal. La productivité du travail n'a pas augmenté de 4,5 % mais de 3,5 %, les rendements agricoles par hectare ont diminué dans tous les secteurs sauf dans le secteur céréalier et, quand il écrit qu'"en 1982 nous avons enregistré une forte croissance économique: même si dans certains secteurs les taux prévus étaient un peu plus élevés, *les augmentations réalisées tiennent la comparaison au niveau international*" (5), l'Office central des statistiques de la RDA reconnait implicitement que la prérogative dont prétendaient bénéficier les pays "socialistes", à savoir pouvoir développer leurs économies à des rythmes non seulement soutenus mais aussi de plus en plus intenses et continus, à la différence de ce qui se passe en Occident, était et reste une *fiction*.

Pour l'URSS ce sont messieurs Andropov et Baïbakov en personne qui, du haut de la tribune du Soviet suprême, nous ont appris qu'en 1982 la production industrielle a augmenté de 2,8 % au lieu des 4,7 % prévus, ce qui est le niveau le plus bas de tout l'après-guerre (d'ailleurs, on ne prévoit pour 1983 qu'une augmentation de 3,2 % ,ce qui est le taux le plus bas depuis la fin des années 30), que le revenu national brut a augmenté de 2 % au lieu des 3 % prévus et que la productivité du travail a eu une croissance de 2 % contre les 3 % prévus par le plan (6). Ils ont en revanche prudemment évité de fournir des chiffres et des pourcentages sur la production agricole qui , en ce qui concerne le blé, s'est soldée par un désastre. Baïbakov pour sa part a annoncé qu'en 1983 le salaire moyen des ouvriers et des employés n'augmentera que de 1,9 % contre 2,1 % pour la rémunération dans les kolkhozes.

Pour la Pologne on sait par des sources officielles que la production industrielle a diminué de 5 % et se trouve aujourd'hui pratiquement au même niveau que 1975 (7). Le revenu national a diminué de 8 % par rapport à 1981 et de 2,5 % par rapport à 1979. L'inflation a atteint 10,5 %, les revenus réels des familles ont diminué en moyenne de 22 % et dans certaines catégories de 40 %, et pour l'année en cours on prévoit une augmentation moyenne du coût de la vie de 20 à 25 %.

La Hongrie à connu un bond en avant dans l'agriculture, mais sa production industrielle n'a augmenté que de 1,5 % au lieu des 2,5 % prévus, les prix ont augmenté de façon vertigineuse et augmenteront encore plus en 1983, surtout après l'augmentation des loyers en juillet qui sera de l'ordre de 130 % (8). Et les choses ne vont pas mieux en Tchécoslovaquie et en Roumanie.

Mais la gravité de la situation n' apparaît en pleine lumière que si l'on considère que l'endettement de l'ensemble des pays du Comecon à l'égard de l'Occident a atteint des chiffres astronomiques et que les échanges avec les pays hautement industrialisés ont été réduits de façon draconienne *précisément* au moment où, d'une part, il serait nécessaire d'accroître les exportations, en particulier vers les pays à monnaie forte et, d'autre part, les difficultés structurelles de l'économie rendraient indispensable une augmentation des importations de machines et de technologie sophistiquée. Face aussi à l'épuisement des disponibilités en main-d'œuvre excédentaire qui caractérisaient la période passée, les pays de l'Est sont donc de plus en plus obligés de faire pression sur l'intensification de l'exploitation de la force de travail, sur *l'exaltation de la productivité du travail*.

La situation ainsi décrite explique l'explosion de la protestation prolétarienne en Pologne dans les deux années 1980-81 mais aussi ce que l'on appelle la "cure Andropov" en Russie et la nouvelle floraison de plans de réforme en Hongrie. La campagne lancée par le nouveau chef du Kremlin pour donner un coup de fouet à l'économie se ramène en substance à une lutte — avec des méthodes dignes d'un ancien chef du KGB — contre le "manque de sérieux" dans le travail, l'absentéisme, l'"irresponsabilité" et l'indiscipline dans l'usine et dans la vie civile (le tout camouflé en lutte contre l'alcoolisme, la paresse, le vagabondage) (9), pour un rendement plus élevé du travail en qualité et en quantité, et pour l'établissement d'une relation entre le salaire et les résultats obtenus. Même le centenaire de la mort de Marx a servi au secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique pour expliquer aux ouvriers que le stade inférieur du communisme donne à chacun non pas selon ses besoins mais selon la quantité de travail fournie, et les visites d'Andropov aux usines se sont déroulées sous le signe de la discipline du travail en tant qu'"exigence vitale". Quant à une reprise des plans de réforme style Lieberman, rien n'est encore sûr, mais il est significatif qu'Andropov ait fait allusion dans ses discours d'investiture à la possibilité de tirer parti des expériences des pays frères (et il est clair qu'il pensait à la Hongrie) au moment même où l'on parle beaucoup d'une pratique qui est courante dans le "modèle hongrois" et qui existait déjà en URSS sur le plan industriel et en particulier du logement à l'époque de Staline: l'Etat s'engage à fournir non seulement le terrain mais aussi les machines et les engrais (autrement dit le capital constant) à des brigades de travail disposées à défricher le sol et s'engageant à obtenir des résultats pré-établis, et ce qui est produit en plus reste entièrement à leur disposition. Un excellent moyen d'accroître le rendement au détriment de la force de travail, n'est-ce-pas ?

En Roumanie — autre pays couvert de dettes et en proie à un malaise social chronique — c'est d'une autre réforme visant à stimuler évidemment l'intérêt des ouvriers pour leur travail qu'il est question. Il s'agit d'une forme d'"actionnariat populaire": chaque travailleur pourra investir dans son entreprise de 10 000 à 50 000 lei, devra garder pendant cinq ans les actions distribuées aux investisseurs avant de les revendre et bénéficiera d'un dividende de 6 %.

On attend de la réforme qu'elle "*accroisse la responsabilité des travailleurs dans leurs capacités de propriétaires* et leur intérêt pour le *déroulement ordonné de l'activité économique*".

En Hongrie, l'éventail de la politique des réformes s'est de nouveau ouvert après la pause des années 70: mesures de rationalisation de la production, autonomie — même relative — des entreprises, politique des budgets d'entreprise avec indication des profits, stimulants pour l'exportation vers des pays à monnaie forte, diffusion de la sous-traitance, légalisation du double et même du triple travail, etc. Et, naturellement, hausse des prix (en URSS on parle pudiquement de "retouches") des produits de grande consommation, d'une part, incitations à la productivité et à la discipline d'usine, d'autre part.

En Occident, tout ceci s'appelle *l'austérité*. Les pays "socialistes" se gardent bien d'employer des termes pareils. Andropov a même annoncé que la production a augmenté de 5,3 % et la productivité de 4,6 % au cours des deux premiers mois de l'année 1983. Si c'est vrai (10) il faut dire que ces succès ont été obtenus *intégralement* sur le dos des travailleurs. Voilà ce qui se passe aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est de ce qu'on appelait autrefois le "rideau de fer". ●

Notes.

1) Les articles marqués d'un astérisque sont des estimations.

2) Par rapport à la moyenne 1976-80, la récolte de 1981 marque une diminution de 7 % en Tchécoslovaquie, 3 % en RDA, 2,4 % en Hongrie, 10 % en URSS. Il ne faut pas oublier que la décennie 1970-1980 a vu partout dans le Comecon une diminution de la part de l'agriculture dans le produit matériel net (pour la Bulgarie, entre 1970 et 1980, on passe de 22,8 % à 16,7 %; pour la Tchécoslovaquie de 10,5 % à 7,3 %; pour la RDA de 12,8 % à 8,5 %; pour la Hongrie de 21,7 % à 15,8 %; pour la Pologne de 17,3 % à 15,3 %; pour la Roumanie de 19,5 % à 15,2; pour l'URSS de 22 % à 15,2) parallèle à la baisse constante de l'emploi dans l'agriculture.

3) Qu'on compare ces chiffres aux pourcentages de variation moyenne par rapports à la période précédente 1976-1980: Bulgarie + 4 %; Tchécoslovaquie +2,8 %; RDA +3,7 %; Pologne +2 %; Roumanie +8,5%; URSS +3,4 %; ensemble du Comecon +3,2 %. Dans la période 1971-1975 le pourcentage d'augmentation pour l'ensemble du Comecon avait été de 8 %.

4)Bilan économique et social 1982 publié par le Monde, janvier 82 page 92.

5) Communication de l'Office central de statistique de la RDA sur la réalisation du plan économique national pour 1982 (Documents sur la politique de la RDA 1 1983, p. 3).

6) Voir aussi l'activité économique en 1982 dans "le Monde" du 29 janvier 1983.

7) "L'Unità" du 18 février 1983."L'Unità" du 8 avril 1983 indique d'après des chiffres officiels que le produit matériel brut a diminué de 9 % en 1982.

8) Voir en particulier "Le Monde" du 15 février et le "Financial Times" du 16. Selon l'"Unità" du 16 décembre, le plan 1983 prévoit en Hongrie une augmentation de 0,5 à 1 % du produit national, de 1 à 2 % de la production industrielle, de 1,5 % à 2 % des salaires réels et de 0,5 à 1 % de la consommation individuelle. Ces perspectives sont, on le voit, extrêmement modestes.

9) On ne se contente plus des descentes dans les lieux publics. La "Pravda" du 12 janvier invite les bons citoyens de l'Union soviétique à créer "une ambiance de rejet à l'égard de ceux qui violent la discipline du travail et la discipline sociale ", ceux qui se rendent coupables de ces délits étant des "absentéistes, des ivrognes, des délinquants".

10) Il n'est pas sûr, en effet, que ce soit vrai. D'abord, fin janvier, on avait déjà parlé d'un bond en avant de 6,3 % par rapport à janvier 1982, qui d'ailleurs avait été encore plus mauvais que d'habitude. On serait donc déjà dans une phase descendante. En second lieu, le parallèlisme avec les prévisions triomphalistes de Reagan au même moment sur la "reprise" en cours est trop évident pour ne pas être suspect.

Fastes du capitalisme

Le porc des pays riches a son repas assuré, le commun des mortels des pays pauvres, non!

Nous ne parlons pas évidemment du porc au sens figuré, c'est-à-dire du grand et moyen bourgeois pour lequel le dicton « l'homme ne vit pas que de pain» ne constitue absolument pas un problème. Nous parlons du placide et vénérable porc d'élevage que notre Sainte Mère l'Eglise n'a pas encore érigé à la dignité de personne humaine parce que, semble-t-il, il n'a pas d'âme, et qui s'adonne à des plaisirs exclusivement et vulgairement matériels.

Dans le monde capitaliste, en effet, il n'arrive pas *seulement* qu'à la table des "disponibilités alimentaires mondiales" (1) ne sont pas admis les consommateurs *en général*, mais seulement les consommateurs *solvables* de sorte que, si dans les pays "riches" des salariés ont de quoi manger, on ne peut pas en dire autant des misérables dont se compose l'armée industrielle de réserve et à plus forte raison, dans les pays "pauvres", une grande partie des salariés n'arrive pas à manger à sa faim et moins encore la masse *toujours croissante* des prolétarisés, des chômeurs partiels ou totaux, des marginaux, etc. Dans ce monde capitaliste il arrive *aussi*, mais pour les mêmes raisons, qu'appartiennent aux consommateurs solvables les animaux d'abattoir des pays riches, qui représentent un "pouvoir d'achat" bien supérieur à celui des membres de la classe ouvrière.

Si donc on peut dire que « la production céréalière actuelle pourrait à « elle seule fournir à chaque homme, femme et enfant plus de 3 000 calories et « 65 grammes de protéines par jour, ce « qui dépasse largement les besoins » (2), il ne faut pas oublier que *dans la réalité* les besoins en céréales effectivement satisfaits sont ceux de l'homme, de la femme et de l'enfant d'une partie seulement du genre humain, et corrélativement, ceux du mâle, de la femelle, et des petits du genre porcin ou bovin destinés à figurer sur sa table, à l'exclusion au contraire de la partie de l'humanité (3) dont les "revenus" non seulement ne suffisent pas, mais suffisent *de moins en moins* à apaiser la faim, et qui forme *le peuple immense des sous-alimentés* (4).

Des bourgeois en veine de philanthropie le racontent eux-mêmes. « En réalité - peut-on lire dans le "Monde Diplomatique" de novembre 1982 - les 36 pays les « plus pauvres du monde (plus de 2 mil« liards d'habitants qui ne disposent en « moyenne en 1979 pas même de 150 francs « par mois et par personne) ont acquis « en 1970 8 % des céréales disponibles « sur le marché international. Dix ans « plus tard ils n'en acquéraient plus « que 3 %. Particulièrement tragique est « la situation de l'Afrique au sud du « Sahara: de 1960 à 1980 la consommation « moyenne de céréales par personne y a « diminué d'environ 1 %. Pendant la même « période, en Europe Occidentale, la « consommation en céréales du bétail « passait de 33 à 80 millions de tonnes, « tandis qu'au Japon elle croissait en « moyenne de 13 % par an.»

Des statistiques de l'OCDE citées dans le même article montrent que la quasi totalité des céréales échangées par les pays riches sert aujourd'hui à nourrir le bétail. En 1978, ce dernier a consommé mondialement, mais surtout dans les pays riches, 43 % des céréales "disponibles" dans le monde. Le seul bétail européen en a absorbé 80 millions de tonnes. Aux Etats-Unis, si on ajoute les 2 millions de tonnes de blé et les 110 millions de tonnes de maïs dévorés en 1979 par le bétail d'élevage, on a une quantité de céréales supérieure à celle consommée la même année par 450 millions d'Africains. Et ainsi de suite.

Si on considère maintenant ce qui pour 4 animaux vient en plus des céréales, c'est-à-dire le tapioca, la farine de viande et de poisson, le lait en poudre, etc., on voit que « le bétail « européen consomme chaque année environ « 16 millions de tonnes de produits ali« mentaires en provenance du Tiers-Monde. « Sur la base d'un rendement par hectare « de 20 quintaux environ, tout se passe « comme si chaque consommateur européen « - par veaux, vaches, cochons et pou« lets interposés - récoltait à son pro« fit 60 kg d'équivalent-céréales sur un « terrain d'environ 300 m² situé quelque « part dans le Tiers-Monde », c'est-à-dire précisément dans les immenses régions du monde où *la plupart des gens* crèvent de faim.

* * * *

Ceci est l'un des nombreux aspects de *l'absurdité* (du point de vue humain, bien entendu, non du point de vue...mercantile!) de l'"économie politique" capitaliste. Ce n'est pas que, comme l'affirment les partisans d'une sorte de néo-malthusianisme, la production alimentaire n'augmente pas au même rythme que le développement démographique, même s'il est sûr que, *pour des raisons inséparables des lois de production du mode de production capitaliste*, la production agricole en général *croît beaucoup moins et beaucoup plus lentement* que ce qui serait "techniquement" possible; et en tout cas beaucoup moins vite que la production industrielle.

La vérité est différente: c'est que les fameuses "disponibilités alimentaires mondiales", c'est-à-dire les quantités qui arrivent annuellement sur le marché mondial, sont déjà considérablement inférieures à celles *produites* annuellement (sans parler de celles qu'on pourrait produire), car une bonne partie des céréales non consommées localement est emmagasinée pour empêcher les prix de baisser (ou pour se servir du surplus comme moyen de chantage politique); en second lieu cette même quantité soi-disant "disponible" n'est en réalité accessible qu'à un nombre restreint de bourses; en troisième lieu, les échanges entre l'Occident évolué et les pays où la majorité de la population est sous-alimentée fleurissent aux dépens de l'alimentation moyenne de ces derniers et au profit de l'accumulation du capital et de la variété de consommations du premier, contribuant ainsi, sous cet aspect également, à creuser toujours plus un abîme entre "riches" et "pauvres".

L'auteur que nous citions plus haut écrit: « le procédé qui consiste à trans« former sur une grande échelle des den« rées végétales (directement consomma« bles par l'homme) en productions ani« males constitue un énorme gâchis ». Mais c'est un gâchis *rentable*, et du point de vue du capital c'est la seule considération valable.

Une fois de plus se trouve ainsi confirmé le diagnostic marxiste selon lequel "jamais la marchandise ne rassasiera l'homme". (5).

---

1) D'après le rapport sur le développement 1980 de la Banque Mondiale, Washington, page 73.
2) On se rappellera que, comme l'écrit Marx dans le second volume des théories sur la plus-value, « la simple existence « de la société capitaliste présuppose « comme élément principal des moyens de « subsistance *l'élément végétal*», en entendant par là essentiellement le froment et, en général, les céréales.
3) 450 millions d'individus en 1980 contre 400 millions en 1970 selon l'UNICEF: une preuve de la marche inexorable du progrès capitaliste!
4) Selon un rapport de l'UNICEF, 40 000 enfants meurent *chaque jour* des effets conjugués de la faim et des maladies précoces. De ce pas, le nombre des enfants gravement sous-alimentés atteindraient 600 à 650 millions en l'an 2000.
5) Titre d'un "Fil du temps" paru en 1954 dans "Programma Comunista" et aujourd'hui inclus dans le volume "Mai la merce sfamerà l'uomo", d'A. Bordiga, Editions Iskra, Milan, 1979. ●

il programma comunista nº4

* Non un uomo per Beirut !
* Crisi monetaria nei paesi dell' Est
* Carlo Marx : chi era costui?
* Panorama internazionale e lotte operaie
* "Nuovi soggetti sociali" e classi
* Lavoratori i scuola
* Recensioni

Lecteur fais connaître notre presse en turc :

Enternasyonalist Proleter

Enternasyonal Komünist Partisi

Centenaire de la mort de KARL MARX

Lettre à Weydemeyer

Londres, le 5 mars 1852.

« ...En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut:

1. de démontrer que L'EXISTENCE DES CLASSES n'est liée qu'à des PHASES DE DEVELOPPEMENT HISTORIQUE DETERMINE DE LA PRODUCTION;

2. que la lutte des classes conduit nécessairement à LA DICTATURE DU PROLETARIAT;

3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à L'ABOLITION DE TOUTES LES CLASSES ET A UNE SOCIETE SANS CLASSES... » ●

Nicaragua
A BAS L'AGRESSION YANKEE

(suite de la page I)

essentiel de solidarité. D'autre part, il n'est pas possible de lutter contre le fait que le sandinisme canalise la poussée des masses à son avantage (même s'il n'est pas possible de dépasser cette situation dans l'immédiat) si l'on abandonne la lutte contre les Etats-Unis et ses mercenaires pour se consacrer au seul front interne. Au contraire la lutte pour arracher les masses à l'influence sandiniste passe par la lutte contre les Etats-Unis, précisément parce que ceux-ci jouent un rôle prééminent et direct dans la politique intérieure des pays d'Amérique centrale. La façon dont est menée cette lutte qualifie les forces politiques de ces pays aussi du point de vue social.

Du point de vue de l'aire centro-américaine qui est traditionnellement un fief américain, l'instauration du régime sandiniste et sa recherche d'autres appuis internationaux ont provoqué la rupture d'un équilibre, rupture d'autant plus dangereuse (objectivement et même si les sandinistes s'en sont tenus au cadre national) du fait de l'agitation populaire permanente au Salvador et au Guatémala.

L'action actuelle des Etats-Unis, à quelques années du changement de régime, vise d'une part à faire sentir leur présence de façon plus pesante et plus directe dans cette aire turbulente, et en ce sens elle est dirigée autant contre le Salvador et le Guatémala que contre le Nicaragua; d'autre part, elle a un objectif plus large à l'échelle internationale, qui est de réaffirmer une certaine délimitation des zones d'influence et le rôle de gendarme que les Etats-Unis se sont donnés, en tant que rôle actif et praticable aujourd'hui encore, et dans ce sens c'est une action qui s'oppose, ou si l'on veut, compense les concessions diplomatiques forcées faites par les Etats-Unis aux exigences d'autonomie de leurs partenaires occidentaux. Lesquels ont justement - et ce n'est pas par hasard - crié fort contre l'agression américaine au Nicaragua.

Avec ces objectifs, l'opération américaine n'a pas nécessairement besoin de se développer en une guerre à grande échelle. C'est pour cette raison qu'il faut précisément la dénoncer comme un énième crime de l'impérialisme dont les masses exploitées supportent encore une fois, directement ou indirectement, le poids. ●

EL COMUNISTA nº 57

- CRISIS EN EL PARTIDO
- MEJOR MENOS, PERO MEJOR
- LAS CUESTIONES PLANTEADAS FRENTE LA CRISIS DE NUESTRO PARTIDO
- LA LUCHA NACIONAL DE LAS MASAS PALESTINENSES EN EL CUADRO DEL MOVIMIENTO SOCIAL EN EL MEDIO ORIENTE
- NUESTRA PRENSA EN ESPANOL

Correspondencia: il programma comunista, cas. post. 962, 20101 Milano (ITALIA)

CORRESPONDANCE ET ABONNEMENT

Le prolétaire
20, rue Jean Bouton – F - 75012 Paris
Versements : chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre du "Prolétaire"
Directeur-gérant : Saro
Imprimerie : Editions Polyglottes
232, rue de Charenton – 75012 Paris
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme

12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

PERMANENCES POINTS DE VENTE:

EN FRANCE

* LYON : permanence une fois par mois, le samedi après-midi de 15h à 17h, 17, rue René Leynaud, Lyon 1er, dans la cour, 2ème porte à g. Prochaine permanence le 30 avril.
* PARIS : permanence tous les quinze jours le samedi de 15h à 18h, 20, rue Jean Bouton, Paris 12ème, au fond de la cour à gauche (en haut de l'escalier métallique), soit les 30 avril et 14 mai.
Vente du journal le dimanche de 10h30 à 12h au Marché d'Aligre, tous les quinze jours, soit les 24 avril et 8 mai.
* VALENCE : une fois par mois le dimanche de 10h30 à 11h30 au Marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit le 15 mai.

EN SUISSE

* LAUSANNE : tous les samedis de 10h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.